

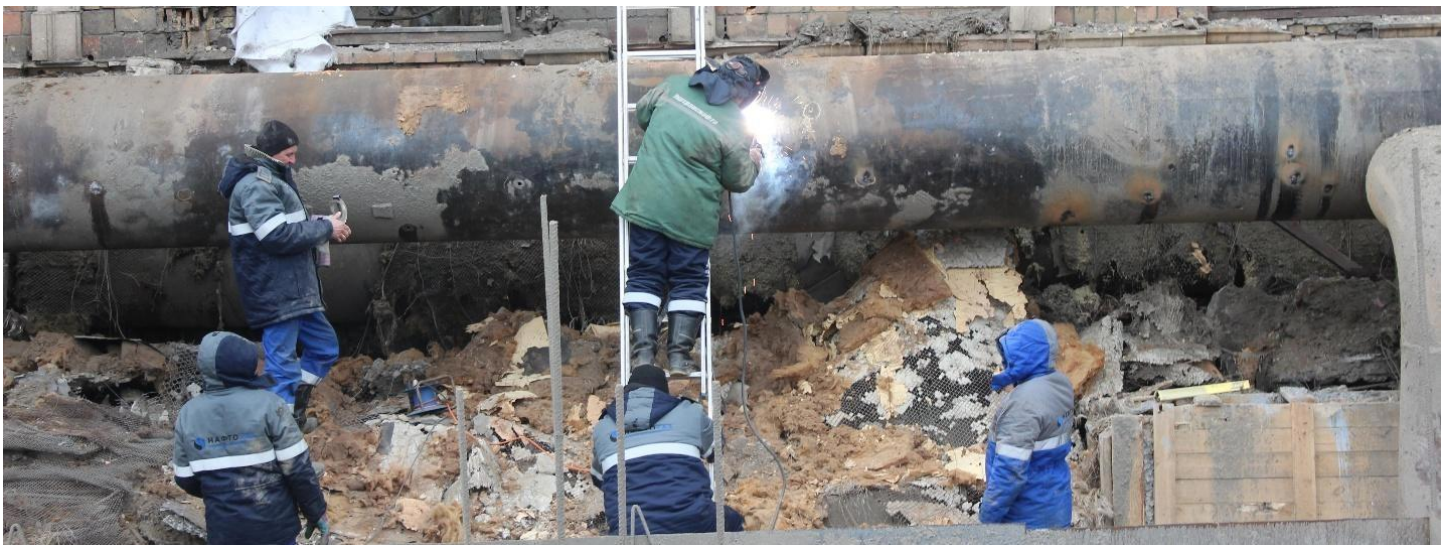
Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Bulletin syndical

Janvier-mars 2026

NUMÉRO 18

[Politique de l'ENSU en matière de médias publics](#)



Une équipe des infrastructures de Kyiv en train de réparer une conduite d'eau endommagée par une attaque de drone ou de missile russe

Dans ce numéro

Bienvenue dans l'édition de janvier-mars 2026 du *bulletin syndical* ENSU-RESU. Nous vous prions de nous excuser pour ce retard de publication. Celui-ci est dû au travail nécessaire à l'organisation d'une délégation ukrainienne pour participer à la Première Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples, qui s'est tenue à Porto Alegre, au Brésil, du 26 au 29 mars.

L'ENSU a estimé qu'il était très important, pour une conférence qui a rassemblé entre 5 000 et 6 000 opposants à la menace croissante du fascisme et de l'extrême droite, venus de plus de 40 pays, d'entendre directement les représentants des syndicats et de la gauche ukrainiens parler de la résistance de leur peuple face à la variante du Kremlin de ce fléau.

Dans le prochain numéro de notre *Bulletin syndical*, nous publierons un compte rendu complet des résultats obtenus par la délégation ukrainienne à Porto Alegre pour la cause des droits nationaux et sociaux de leur pays.

Ce numéro se concentre sur la tentative de la Russie de contraindre l'Ukraine à la soumission en menant une guerre d'extermination contre ses infrastructures électriques, hydrauliques, de transport et de communication. Son thème sous-jacent, qui ressort clairement de la couverture du prix effroyable payé par les cheminots du pays, est que la solidarité de la classe ouvrière et des syndicats avec l'Ukraine, bien que déjà importante à ce jour, doit être redoublée.

De son côté, le syndicat ukrainien du secteur de la santé Soyez comme nous sommes donne un bel exemple de solidarité internationale, comme en témoignent ses messages de solidarité adressés aux luttes de ses camarades travailleurs de la santé à New York et à Buenos Aires.

Nous consacrons également un dossier aux luttes du mouvement féministe ukrainien, très dynamique, à travers des entretiens avec l'Atelier féministe et Ivanka, une membre de Solidarity Collectives qui décrit en détail les défis auxquels est confrontée une femme soldat sur la ligne de front. Nous vous présentons à nouveau nos excuses pour le retard de ce numéro.

Sommaire

Éditorial : Soutenez dès maintenant les travailleurs et travailleuses d'Ukraine !	2-4	Luttes des femmes en Ukraine	28-41
La guerre criminelle de la Russie contre les infrastructures ukrainiennes	5-10	Luttes étudiantes en Ukraine	42
Luttes ouvrières en Ukraine – secteur de la santé	11-15	Autres actualités et analyses sur l'Ukraine	43-52
Campagne : Halte aux importations de combustibles fossiles russes	16-19	Solidarité (actualités)	53-57
Autres luttes ouvrières en Ukraine	20-27	Solidarité (collectes de fonds)	58
		Luttes ouvrières en Biélorussie	59-60
		Pour en savoir plus	61

Soutenez dès maintenant les travailleurs d'Ukraine !

Selon la compagnie ferroviaire nationale ukrainienne Ukraliznytsia, les attaques russes à l'aide de drones et de missiles depuis février 2022 ont déjà coûté la vie à un peu moins de 100 cheminots alors qu'ils accomplissaient leurs tâches habituelles. Si l'on ajoute à ce chiffre les cheminots qui se sont portés volontaires pour défendre le pays, le total s'élève à 949 (en octobre 2025). De nombreuses autres personnes – principalement des passagers de train – ont également perdu la vie sur le réseau ferroviaire ukrainien. Un maillon de plus dans la chaîne sans fin des crimes de guerre du Kremlin.

En Occident et partout dans le monde, un accident ferroviaire avec des victimes provoque un choc (comme dans les cas récents en Espagne). Il fait la une des journaux et des journaux télévisés. Les citoyens de tous les pays sont émus par de telles nouvelles. Ils réagissent avec inquiétude face au manque de sécurité dans le pays où l'accident s'est produit, face aux défaillances et aux erreurs qui ont pu le rendre possible. Ils pensent inévitablement à eux-mêmes et à leur pays, où il est généralement sûr de voyager en train.

Alors pourquoi les attaques russes contre les trains et le réseau ferroviaire ukrainiens ne font-elles pas la une des journaux et des journaux télévisés ? D'ailleurs, dans le cas de l'Ukraine, ce ne sont pas seulement les cheminots qui périssent. Pourquoi la mort de pompiers, de médecins, d'ambulanciers et d'autres secouristes ne fait-elle pas la une ? Pourquoi la tactique meurtrière du « double tir » utilisée par la Russie contre les travailleurs des services essentiels lorsqu'ils partent secourir les victimes de sa première frappe de missile ou de drone est-elle si peu couverte ?

Les attaques du Kremlin visent également à détruire les infrastructures énergétiques et de chauffage de l'Ukraine, entraînant des morts par hypothermie. Ces assauts meurtriers causent non seulement des dommages physiques, mais aussi de profonds traumatismes psychologiques. La société au-delà de l'Ukraine devrait-elle s'habituer à de tels crimes de guerre ? Les massacres délibérés là-bas et à Gaza devraient-ils devenir la nouvelle norme à laquelle nous nous « adaptons » – un sujet d'actualité secondaire, une note de bas de page ?

Dans ce numéro de la *Lettre d'information syndicale* ENSU-RESU, nous nous concentrons sur la réponse des travailleurs européens, de leurs syndicats, de leurs organisations politiques et de diverses associations pour la défense de leurs frères et sœurs en Ukraine.

Après quatre ans de guerre et d'invasion, nous continuons d'assister à une résistance de la part de l'Ukraine sans précédent en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le cœur de cette résistance est constitué par la population active et les jeunes. Une population qui se bat sur deux fronts : celui de l'envahisseur et celui de son propre gouvernement, déterminé à laisser « le marché » – c'est-à-dire les oligarques ukrainiens richissimes et les multinationales étrangères prédatrices – faire la loi dans presque tous les secteurs de l'économie. Une classe ouvrière et une jeunesse qui n'ont pas eu peur, en juillet dernier, de braver les bombes russes et leur propre loi martiale pour descendre dans la rue et défendre l'indépendance des agences anticorruption du pays. Leur courage a contraint Zelensky à faire marche arrière et a finalement conduit à la destitution de ministres corrompus.

La question est donc la suivante : en faisons-nous assez pour aider les travailleurs ukrainiens dans leur résistance sur ces fronts ? Si nous nous considérons comme anti-impérialistes, pouvons-nous rester indifférents ou apathiques face à un pays envahi par une « grande puissance » dotée d'un arsenal bien

plus important et d'une économie plus forte ?

Depuis que Trump et Poutine se sont mis d'accord en Alaska en août dernier pour se partager le monde et le butin de l'Ukraine, il ne fait plus aucun doute que, quelles que soient leurs divergences passagères, tous deux s'accordent sur la nécessité d'asservir d'autres peuples et d'établir leurs « zones d'influence » respectives. Les embrassades, les sourires, l'atmosphère d' , de complicité de club, voire d'admiration – surtout de la part de Trump envers Poutine – étaient visibles de tous. Depuis l'Alaska, des informations font également régulièrement surface sur les acolytes capitalistes de Trump qui brûlent d'envie de conclure des accords avec ceux de Poutine.

C'est une perte de temps de se demander si les ambitions de Poutine et de Trump se limitent à leur « propre arrière-cour » – au continent américain, au Groenland et aux pays limitrophes de la Russie. Mais nous savons que les limites de leur ambition ne dépendront pas de « ma propre moralité » (Trump) mais de la résistance que leur opposeront la classe ouvrière et la société dans son ensemble. Comme à Minneapolis, d'où l'ICE a été expulsée : si la résistance est suffisamment forte, leurs plans peuvent être déjoués.

Le premier – et redoutable – obstacle auquel ils sont confrontés est la résistance de l'Ukraine à une « paix » imaginaire, une capitulation qui céderait des territoires non conquis en échange d'une « garantie » sans valeur du Kremlin.

Nous devons faire nôtre cette résistance. La classe ouvrière d'Ukraine, ses cheminots, mineurs, chauffeurs, pompiers et infirmiers, doit voir qu'elle bénéficie du soutien de ses frères et sœurs dans les pays d'Europe et du monde entier. Un soutien à la fois matériel – par l'envoi d'argent, de matériel, de véhicules et la collaboration à des campagnes pour acheter des générateurs indispensables – mais aussi politique et moral, en exigeant que nos gouvernements abandonnent les gestes diplomatiques et agissent en fonction des besoins du moment.

Ils doivent envoyer à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour arrêter les missiles et les drones, pour repousser les troupes russes envahissantes ; ils doivent débloquer les avoirs russes gelés au profit de l'Ukraine ; ils doivent interdire les opérations et le soutien à la « flotte fantôme » de pétroliers de Poutine ; ils doivent agir contre les entreprises qui continuent de faire des affaires en Russie et avec la Russie. S'ils ne font pas tout cela, la diplomatie européenne, avec ses cris de « Nous soutenons l'Ukraine ! », ne dépassera souvent pas le stade du théâtre.

À ces organisations de gauche qui hésitent à prendre une position claire, nous disons : alors que nous entrons dans la cinquième année de la guerre, il ne suffit plus de dire que vous désapprouvez l'invasion ; il ne suffit pas de pointer du doigt la Russie comme un pays impérialiste ; il ne suffit pas d'être contre le « réarmement général » de l'Europe, qui – c'est vrai – n'est pas tant mené pour l'Ukraine que dans l'intérêt d'un impérialisme européen en construction.

Rien de tout cela ne suffit. Il faut donner à l'Ukraine les armes dont elle a besoin. Soit nous sommes pour la défaite de l'agression – ce qui revient à la victoire de la résistance ukrainienne –, soit nous laissons les deux impérialismes les plus agressifs, les États-Unis et la Russie, façonner le monde à leur guise.

Acceptons-nous une Ukraine divisée ? Quels sont les droits des travailleurs aujourd'hui dans la partie occupée par la Russie ? Pouvons-nous accepter que des syndicalistes de cette partie du Donbass soient emprisonnés, que la langue ukrainienne soit bafouée, que des enfants soient enlevés et formés pour combattre leurs frères ukrainiens ?

Il est temps de réagir et d'ouvrir le débat dans chaque syndicat contre la passivité, contre l'acceptation sans contestation de la loi du plus fort. Accepter l'invasion russe de l'Ukraine affecte le moral même de la classe ouvrière face à chaque violation de ses droits économiques et sociaux, en instillant un fatalisme selon lequel il n'est pas possible de changer les choses.

Non ! Il est possible de résister et de gagner : encore une fois, la défaite de l'ICE (et de Trump) à Minneapolis en est une preuve récente. Nous devons de toute urgence faire preuve de solidarité avec la classe ouvrière et sa résistance en Ukraine. Si ce n'est pas maintenant, après quatre ans de guerre, alors quand ?

Lecteurs : lancez le débat au sein de votre syndicat et de votre organisation. Sortons de la passivité ! Les travailleurs ukrainiens de l' e ont besoin de notre aide maintenant ! En fin de compte, le pire ennemi de l'Ukraine n'est pas le froid, dont le pire est passé, mais l'indifférence.

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU

GROUPE DE RÉDACTION DU BULLETIN SYNDICAL ENSU-RESU

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU, membre des Commissions des travailleurs de Catalogne (CCOO)
Vasyl Andreyev, président du Syndicat de la construction de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)
Maksim Pazniakou, président par intérim du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP)
Luca Cirigliano, responsable des affaires internationales, Union syndicale suisse (SGB/USS)
Cati Llibre, secrétaire internationale, Union générale des travailleurs (UGT), Catalogne
Colin Long, responsable des transitions justes, Conseil des syndicats de l'État de Victoria (VTHC), Australie
John Moloney, secrétaire général adjoint, Syndicat des services publics et commerciaux (PCS), Royaume-Uni
Frederico Henrique, dirigeant de Travailleurs en lutte socialiste (TLS), Brésil
André Frappier, ancien président de la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)
Martin Gaillie, délégué du Syndicat des universitaires de l'Université du Québec au Conseil central métropolitain de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union Syndicale Solidaires (USS), France
Dick Nichols, groupe de coordination de l'ENSU, membre du Syndicat des journalistes de Catalogne (SPC)

Réseaux sociaux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine< [Site web](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [YouTube](#) [E-mail](#)

Remarque concernant les traductions : lorsque les traductions sont des traductions automatiques révisées, cela est indiqué après la source de l'article par l'acronyme EMT.

Remarque concernant les liens vers les sites web. Nous essayons de fournir des liens vers des références dans la même langue que celle de la lettre d'information, mais lorsque cela est impossible, nous fournissons un lien vers la langue d'origine du document référencé

Remarque sur les valeurs monétaires. Le taux de change de la hryvnia ukrainienne (UAH) par rapport à l'euro et les autres taux utilisés dans ce numéro de la Lettre d'information sont ceux en

La guerre criminelle menée par la Russie contre les infrastructures ukrainiennes

Le journalisme sous le feu des projecteurs : des frappes massives de drones touchent les professionnels des médias à travers l'Ukraine

Source : Union nationale des journalistes d'Ukraine

(26 mars 2026) Le 24 mars, la Russie a lancé l'une des plus importantes attaques de drones depuis le début de son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Selon l'armée de l'air ukrainienne, plus de 400 drones d'attaque ont pénétré dans l'espace aérien du pays en l'espace de quelques heures seulement.

Les frappes ont touché des villes situées aussi bien dans les régions de première ligne qu'à l'extrême ouest du pays. Une fois de plus, cela est apparu de manière douloureusement évidente : il ne reste plus aucun endroit véritablement sûr en Ukraine. Pour les journalistes, les bruits des attaques de drones et des explosions font désormais partie de leur environnement de travail quotidien.

[Lire la suite](#)

Les forces russes attaquent un bureau syndical et un bus transportant des mineurs dans la région de Dnipropetrovsk

Source : KVPU

(11 mars 2026) Mardi 10 mars, les forces russes ont pris pour cible le bureau d'une section locale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) et ont attaqué un bus transportant des mineurs, dont des membres du NPGU, qui se rendaient à leur poste dans la région de Dnipropetrovsk.

Au siège de la section locale du NPGU dans l'une des mines de la société par actions privée (PJSC) DTEK



Le bus qui a été touché par quatre drones, tuant 12 mineurs à la fin de leur service le 1er février

Pavlohradvuhillia, qui fait partie de l'Association régionale du Donbass occidental du NPGU, notre collègue et membre du syndicat a été blessé. Un drone FPV des occupants russes a délibérément pris cet homme pour cible alors qu'il s'approchait d'une fenêtre.

Heureusement, à ce jour, la vie du membre du NPGU n'est pas en danger. Il se trouve actuellement dans un établissement médical sous surveillance médicale, souffrant d'une rupture du tympan, de coupures causées par les éclats de verre de la fenêtre et de violents maux de tête.

Le même jour, un drone russe a également attaqué un bus de transfert qui avait conduit les mineurs de la mine Stepova de la société PJSC DTEK Pavlohradvuhillia à leur poste de travail à Shakhtarsk.

Selon les premières informations, le drone russe a frappé le véhicule alors qu'il venait de déposer les travailleurs et tentait de quitter le périmètre de l'entreprise.

Il convient de rappeler que le 1er février 2026, à la suite d'une attaque menée par quatre drones russes contre un bus transportant des mineurs après leur quart de travail vers la ville de Ternivka, dans la région de Dnipropetrovsk, 12 personnes ont été tuées.

« Il y a d'abord eu des frappes dévastatrices sur les villes minières de Vuhledar, Pokrovsk, Myrnohrad et Dobropillia dans la région de Donetsk, et maintenant les attaques des forces armées russes visent la périphérie minière de Pavlohrad dans la région de Dnipropetrovsk », a déclaré Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) et du NGPU, et député au Parlement ukrainien.

« Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine négocie avec la direction de PJSC DTEK Pavlohradvuhillia afin de trouver des solutions, en cette période extrêmement difficile tant pour les travailleurs que pour les employeurs, pour mettre en place des paiements supplémentaires et des indemnités liés aux risques auxquels les mineurs sont exposés non seulement sur leur lieu de travail, mais aussi pendant leurs trajets aller-retour vers leur lieu de travail.

« Les mineurs ne peuvent pas travailler en toute sécurité ; ils sont contraints d'interrompre leur travail en raison des attaques russes et des coupures d'électricité. Dans les mines mêmes, les bombardements et les coupures d'électricité provoquent une accumulation dangereuse de gaz et des inondations. Des centaines de milliers de personnes sont contraintes de vivre et de travailler dans un état de stress et d'anxiété permanents. »

La NGPU et la KVPU, en tant que porte-parole des travailleurs ukrainiens, en particulier des mineurs, des métallurgistes, des travailleurs du secteur de l'énergie, des enseignants, des médecins, des entrepreneurs et autres, attirent l'attention de nos partenaires internationaux et de nos collègues syndicaux sur la nécessité urgente de prendre des mesures décisives tant pour protéger l'Ukraine que pour dissuader l'État agresseur, la Russie, de tenter de réécrire le droit international et de redessiner la carte de l'Europe moderne.

La KVPU et la NGPU appellent la communauté internationale à :

- Veiller à ce que les avoirs russes gelés soient utilisés pour soutenir l'Ukraine
- Continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine
- Renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe, ce qui permettrait de limiter considérablement les ressources financières et les exportations de technologies nécessaires à la poursuite de cette guerre sanglante
- Isoler et exclure des organisations internationales les représentants politiques, publics et syndicaux russes, en tant que représentants d'un État menant des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens.

Quatre ans de guerre : les travailleurs continuent de payer le prix fort en Ukraine

Source : IndustriaALL

(17 février 2026)

La guerre d'agression menée par la Russie, qui a débuté par une offensive de grande envergure le 24 février 2022, continue d'infliger des pertes dévastatrices aux travailleurs ukrainiens et à leurs syndicats. Les mines, les

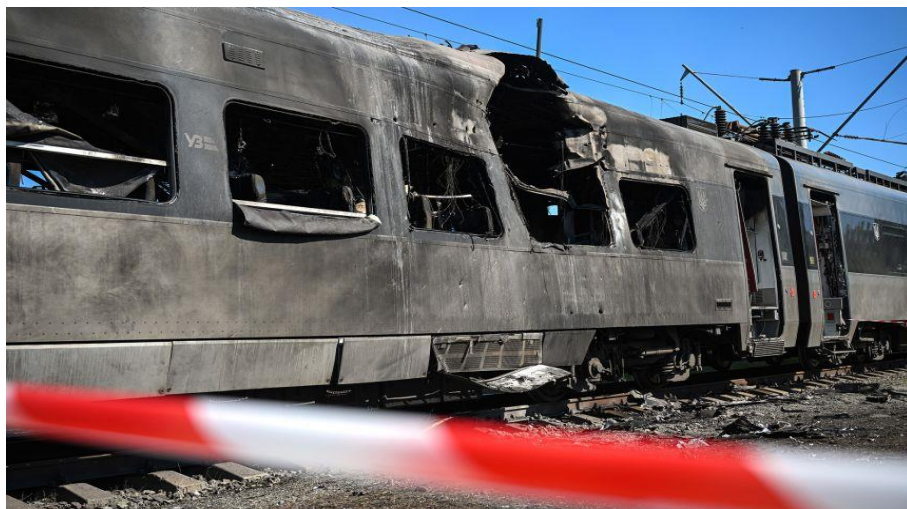
chemins de fer et les infrastructures énergétiques restent des cibles et les civils paient de leur vie alors que l'invasion entre dans sa quatrième année.

Le 1^{er} février 2026, les forces russes ont frappé une entreprise minière et un bus transportant des mineurs entre deux quarts de travail dans la région de Dnipropetrovsk à l'aide de drones de type Shahed. Douze personnes ont été tuées – dix mineurs et deux civils qui s'étaient précipités pour leur porter secours – et au moins 16 ont été blessées, dont plusieurs gravement. Quarante-et-un mineurs se sont retrouvés piégés sous terre dans des conditions dangereuses. Il s'agissait de travailleurs du secteur de l'énergie qui assuraient le fonctionnement du réseau électrique ukrainien pendant un hiver glacial.

La même semaine, un train de voyageurs a été touché par un drone, tuant des civils à l'intérieur d'un wagon. Les infrastructures énergétiques, les chemins de fer et les installations industrielles restent des cibles systématiques. Des villes entières se retrouvent régulièrement privées d'électricité, de chauffage et d'eau. Les travailleurs des régions situées en première ligne ou à proximité continuent de travailler sous une menace constante.

Les travailleurs ont payé un lourd tribut. Plus de 1 000 ont été blessés sur leur lieu de travail en 2025 à la suite d'attaques hostiles, dont plus de 200 ont été mortelles. Rien que durant les premières semaines de 2026, des dizaines d'autres travailleurs ont été blessés et tués au travail.

Les travailleurs du secteur de l'énergie, les mineurs, les cheminots, les postiers et les secouristes continuent de travailler sous les tirs pour assurer le fonctionnement du pays. Malgré des conditions hivernales rigoureuses, avec des températures descendant jusqu'à moins 27 degrés Celsius, les travailleurs du secteur de l'énergie rétablissent l'électricité après chaque frappe, pour voir leurs efforts réduits à néant par de nouvelles attaques. Le bureau du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) est privé d'électricité pendant 20 à 22 heures par jour, mais continue néanmoins son travail de défense de ses membres et d'assistance.



Un train à grande vitesse Intercity+ est gravement endommagé par une attaque de missile russe à Kyiv, en Ukraine, le 28 août 2025. Crédit : Ukrinform/Nur-

« Depuis quatre ans, les travailleurs ukrainiens font preuve d'un courage extraordinaire pour défendre leurs lieux de travail, leurs communautés et leur pays. Les attaques incessantes de la Russie contre les mineurs, les travailleurs du secteur de l'énergie et les civils sont inacceptables et doivent cesser. Le mouvement syndical international ne faillira pas à sa solidarité. La paix, la démocratie et le respect des droits des travailleurs doivent prévaloir. »

Les syndicats ukrainiens ont également fait part de leurs vives inquiétudes concernant le processus de réforme du droit du travail actuellement en cours.

Le 29 janvier 2026, IndustriALL Global Union et IndustriALL Europe ont adressé un courrier à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour demander une intervention urgente afin de garantir que le processus de

réforme respecte les normes internationales du travail et assure un véritable dialogue social.

Le projet de code du travail a été avancé rapidement sans consultation significative des syndicats. Les affiliés ukrainiens ont exprimé leur profonde inquiétude face à l'affaiblissement des droits fondamentaux et à l'exclusion des partenaires sociaux d'un processus qui façonnera les relations de travail pour les années à venir. Même en temps de guerre, les réformes doivent respecter les conventions de l'OIT ratifiées par l'Ukraine et défendre les principes du tripartisme et du dialogue démocratique.

Paix, démocratie et reconstruction

Dès les premiers jours de l'invasion, IndustriALL a fait preuve d'une solidarité sans faille envers ses affiliés ukrainiens en fournissant une aide humanitaire, en menant des actions de plaidoyer au niveau international et en soutenant des plans de reconstruction fondés sur les droits syndicaux.

Les syndicats ukrainiens ont été clairs : les travailleurs ne peuvent pas supporter le fardeau de la guerre, de la reconstruction et des risques pour la sécurité. La reconstruction de l'Ukraine doit renforcer la négociation collective, la protection sociale et le travail décent, et non les affaiblir.

IndustriALL soutient la campagne « Syndicats pour la paix et la démocratie » () de la Confédération syndicale internationale, qui appelle à la fin de la guerre, au respect total du droit international et au rétablissement d'une paix fondée sur la justice et la démocratie.

Quatre ans plus tard, les travailleurs ukrainiens continuent de défendre leurs lieux de travail, leurs communautés et leur pays face à des attaques incessantes. IndustriALL réitère son soutien indéfectible aux travailleurs ukrainiens et à leurs syndicats et appelle à la fin immédiate de l'agression russe, au respect total du droit international humanitaire et à une reconstruction fondée sur les droits syndicaux, le dialogue social et les principes démocratiques.

La Russie prend pour cible un autre élément essentiel des infrastructures ukrainiennes : ses chemins de fer

Source : CNN

(10 février 2026) Au milieu d'une tempête de neige qui a balayé le centre de l'Ukraine le mois dernier, Iryna Vlasenko s'est retrouvée face à un dilemme.

Elle devait emmener sa fille de 7 ans, gravement malade, dans un hôpital pédiatrique à Kyiv. Mais elle ne pouvait pas se rendre à la gare centrale de Khmelnytskyi, située à plus de 300 kilomètres (plus de 180 miles) de la capitale.

Elle a donc envoyé un SMS à l'opérateur ferroviaire ukrainien, en désespoir de cause. Le train pourrait-il s'arrêter dans son village, Korzivtsi ?

Peu de temps après, elle a reçu une réponse. « Bonjour ! Nous ferons arrêter le train à Korzivtsi. »

Vlasenko a pu faire monter sa fille dans le train le lendemain matin.

Son histoire est l'une des nombreuses qui montrent comment la compagnie ferroviaire nationale ukrainienne – Ukrzaliznytsia – est devenue une bouée de sauvetage si importante en temps de guerre pour les Ukrainiens : pour les soldats rentrant en permission, pour acheminer des ravitaillements, pour fournir des installations médicales mobiles et pour relier le monde extérieur à Kyiv et à d'autres villes.

La ligne ferroviaire entre Kyiv et la frontière polonaise a également transporté des dizaines de dirigeants étrangers vers la capitale ukrainienne pendant la guerre, généralement de nuit, et a permis au président ukrainien Volodymyr Zelensky et à ses ministres de quitter l'Ukraine pour solliciter un soutien international à l'étranger. Il n'y a toujours pas de vols commerciaux à destination ou en provenance de l'Ukraine.

Ces derniers mois, la Russie a intensifié ses attaques de drones contre les nœuds ferroviaires et les infrastructures, voire contre les trains eux-mêmes.

Fin janvier, cinq personnes ont été tuées lorsque des drones ont frappé un train de voyageurs dans la région de Kharkiv, provoquant l'incendie de trois wagons. Une vidéo de la scène montrait un soldat aidant à secourir une femme et son bébé. La femme emmenait l'enfant voir son père. Cette ligne transporte du personnel militaire revenant de permission, mais aussi de nombreux civils.



Sur cette photo fournie par les services d'urgence ukrainiens, des pompiers éteignent l'incendie après que des drones russes ont frappé un train de voyageurs dans la région de Kharkiv le 27 janvier 2026

En publiant une vidéo de l'un des wagons en feu, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré : « Il n'y a pas, et il ne peut y avoir, aucune justification militaire pour tuer des civils dans un wagon de train. »

Depuis le début de la guerre, près de 100 employés des chemins de fer ont été tués, selon Ukrzaliznytsia.

Les attaques russes contre le vaste réseau ferroviaire ukrainien sont en partie motivées par son importance économique, mais visent également à porter un coup psychologique. Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré la semaine dernière que les attaques répétées contre le réseau ferroviaire « démontrent la volonté de la Russie de détruire les infrastructures civiles ukrainiennes et s'inscrivent dans la même logique de terreur que les frappes contre le réseau énergétique ukrainien ».

« Tout le monde comprend à quel point le maintien des liaisons ferroviaires est symbolique et important pour les Ukrainiens vivant dans les communautés situées en première ligne », a déclaré Oleksandr Pertsovskiy, PDG d'Ukrzaliznytsia.

M. Pertsovskiy a déclaré à CNN que le nombre d'attaques russes contre les infrastructures ferroviaires l'année dernière – 1 195 – était supérieur à celui des deux années précédentes combinées, y compris la destruction ciblée de dizaines de sous-stations électriques.

Les dépôts de locomotives et les nœuds ferroviaires ont également été pris pour cible, a-t-il ajouté, tout comme les lignes ferroviaires dans des endroits comme Odessa, afin d'entraver les exportations ukrainiennes. Parfois, des dizaines de drones russes visaient le même endroit, selon M. Pertsovskiy.

Récemment, en l'espace d'une seule journée, sept attaques de drones ont visé la même gare, selon la Première ministre ukrainienne Yulia Svyrydenko. « La Russie attaque délibérément nos voies logistiques – il s'agit d'un acte de terreur délibéré contre la population et la logistique civile », a-t-elle écrit sur Telegram.

La gare visée se trouve sur l'axe ferroviaire très fréquenté reliant Zaporijia, au sud, à Dnipro. Des locomotives et des wagons, ainsi que la voie elle-même, ont été endommagés lors de cette attaque par drone, obligeant Ukrzaliznytsia à mettre en place des services de bus de remplacement pour relier les deux villes. Dans d'autres régions, les trains effectuent des arrêts d'urgence dès qu'une alerte signale une attaque imminente.

M. Pertsovskiy a déclaré à CNN que l'objectif des Russes était « de couper des corridors entiers ou des régions entières, telles que Donetsk, Soumy et Tchernihiv » dans le nord et l'est.

De nombreux soldats combattant dans l'Est avaient l'habitude de prendre le train depuis les nœuds ferroviaires stratégiques de Kramatorsk et Sloviansk, dans la région de Donetsk, lorsqu'ils partaient en permission. Mais alors que les lignes de front se rapprochaient de ces deux villes, Ukrzaliznytsia a suspendu ses services vers ces deux villes en novembre.

Ukrzaliznytsia réagit à l'intensité et à la précision croissante des attaques russes en essayant de protéger les points stratégiques du réseau et en déployant des équipes de dépannage rapide.

Un jour de janvier, « quatre ponts ont été détruits, et ils ont été remis en état en 10 heures », a déclaré M. Pertsovskyi. « Il faut beaucoup de ressources pour disposer des matériaux nécessaires à la remise en état, ainsi que des équipes et des équipements adéquats. »

La compagnie ferroviaire et le gouvernement sont tous deux déterminés à maintenir les trains en circulation, élément crucial de la résistance ukrainienne.

« La Russie peut détruire les voies et les wagons, mais elle ne peut pas briser le système qui maintient le pays uni », a déclaré le vice-Premier ministre Oleksiy Kuleba la semaine dernière.

Luttes ouvrières en Ukraine – secteur de la santé

Sans espoir de renaissance ? Pourquoi les maternités disparaissent en Ukraine

Par Olena Tklich

Source : Commons

(21 janvier 2026) Depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie, le nombre de maternités en Ukraine a considérablement diminué. Si une baisse d'un tiers du taux de natalité en temps de



Service de maternité de l'hôpital de Kherson, après les bombardements russes

guerre est compréhensible, la fermeture massive de maternités à travers le pays est bien moins facile à justifier. Ces fermetures semblent presque organiques – un processus inévitable de déclin « naturel ». En réalité, cependant, leur disparition est largement due au modèle actuel de financement des soins de santé et aux normes inattendues introduites chaque année par le ministère ukrainien de la Santé.

En vertu de la législation ukrainienne, le financement public n'est accessible qu'aux maternités qui traitent un nombre minimum de naissances par an, tel que fixé par le ministère de la Santé. Au début de la guerre à grande échelle, le ministère a temporairement abaissé ce seuil : en janvier 2022, les hôpitaux devaient enregistrer au moins 75 naissances par semestre ; en 2023, cette exigence est tombée à 38. Mais en 2024, la barre a fortement remonté à 85, et en 2025, elle devrait atteindre 100 naissances sur la même période. En conséquence, pour conserver leur financement public, les maternités doivent désormais mettre au monde plus de bébés qu'avant la guerre. Cette politique a déjà entraîné une réduction de 25 % du nombre de maternités en Ukraine. Celles qui restent ouvertes sont contraintes de réduire leurs coûts, ce qui détériore les conditions de travail du personnel médical.

[Lire la suite](#)

Solidarité internationale 1 : Soyez comme nous sommes soutient la lutte de l'hôpital pédiatrique Garrahan (Buenos Aires)

(13 février 2026) Voir ci-dessous le texte du message de solidarité du mouvement médical ukrainien Soyez comme nous sommes adressés aux travailleurs en lutte à l'hôpital pédiatrique Garrahan (Buenos Aires).





Громадська Організація
"МЕДИЧНИЙ РУХ "БУДЬ ЯК МИ"

Юридична адреса Організації:
м. Київ 04070.
Вул. Хорива буд. 33 оф. 21.
+38 067 296 19 89
www.medryh.com.ua

Dear colleagues,

On behalf of the Medical Movement, we express our sincere support and solidarity with you in your struggle to defend your rights, professional dignity, and fair working conditions in your hospital.

Healthcare workers around the world face similar challenges — underfunding, staff shortages, administrative pressure, and attempts to diminish the value of our work. Your courage in standing up for safe working conditions, decent pay, and respect for medical professionals is an example for all of us.

We firmly believe that strong, united, and active medical communities are essential to protecting both healthcare workers and patients. Your fight is not only about labor rights — it is about preserving the integrity of healthcare systems and ensuring quality care for people.

Please know that you are not alone. We stand with you. International solidarity among healthcare professionals is powerful, and your voice matters far beyond your hospital and your country.

We wish you strength, unity, resilience, and success in achieving just and fair outcomes.

With respect and solidarity,
Medical Movement Ukraine



Solidarité internationale 2 : Soyez comme nous sommes soutient la grève des infirmières de New York

Source : [site web de Soyez comme nous sommes](#)

(19 janvier 2026) Le site web du syndicat des travailleurs de la santé Soyez comme nous sommes soutient la grève des infirmières à New York.

Le syndicat a publié sur son site web un article en ukrainien et en anglais consacré à cet important mouvement social.

Le syndicat explique son soutien : « Le travail difficile et absolument indispensable des infirmières pour sauver des vies humaines reste sous-estimé. Il est également associé à de grands risques, à des situations imprévisibles, et exige une grande résistance au stress ainsi que de l'empathie, même dans les moments les plus difficiles. Et les infirmières ukrainiennes le savent mieux que quiconque, souffrant quotidiennement à la fois de la sous-estimation de leur travail et des bombardements russes.

Nous avons décrit cela dans nos [recherches](#).

« Même dans ces circonstances difficiles, nous soutenons la grève des infirmières de New York, leur souhaitons bonne chance et sommes convaincus que les infirmières ukrainiennes seront elles aussi prêtes à prendre des mesures décisives pour protéger leurs droits. »

Mort d'un ambulancier

Source : Suspilne

(10 janvier 2026) Serhiy Smolyak (photo), un ambulancier de la région de Kherson, a été tué dans le quartier de Darnytskyi à Kyiv. Il venait en aide aux blessés d'une attaque russe lorsque les forces russes ont frappé à nouveau.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, la Russie a lancé une attaque massive contre la ville à l'aide de missiles et de drones. Au moins 24 personnes ont été blessées et quatre ont été tuées.

Serhiy Smolyak est mort dans l'exercice de ses fonctions. Il avait 56 ans.

Serhiy a travaillé comme ambulancier-secouriste senior à Kakhovka pendant plus de 25 ans. « Il était non seulement un médecin dévoué, mais aussi un mari, un père et un grand-père aimant. Une gratitude éternelle pour les vies qu'il a sauvées », ont écrit ses amis à propos de Serhiy.



Les infirmières scolaires négligées

Source : Soyez comme nous sommes

(12 janvier 2026) Les infirmières travaillant dans les établissements scolaires ont été laissées pour compte par les réformes gouvernementales et ont été, dans les faits, « exclues » des systèmes de santé et d'éducation. C'est ce qu'a déclaré Tetyana Gnativ, infirmière au lycée Sheptytskyi, ambulancière, formatrice en secourisme pour la Croix-Rouge et militante au sein de l'association « Soyez comme nous sommes », lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision Pershyi Zakhidnyi (photo ci-dessus).

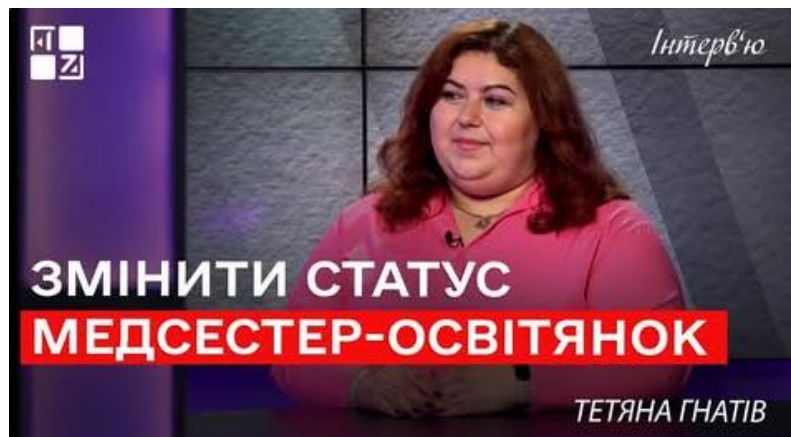
Selon elle, après la réforme de 2018, les infirmières scolaires ont été transférées du secteur médical primaire vers les services éducatifs, mais leur statut n'a pas été clairement défini par la législation. « Le ministère de la Santé affirme que nous relevons du ministère de l'Éducation. Le ministère de l'Éducation affirme que cela ne le concerne pas. »

Un salaire inférieur à celui des vendeurs

Actuellement, le salaire mensuel d'une infirmière dans un établissement d'enseignement est d'environ 11 000 hryvnias [218 €], avec des primes possibles pour l'ancienneté ou la formation. Cependant, comme le souligne

l'infirmière, cela ne suffit pas pour retenir les spécialistes dans la profession. Il est plus avantageux de travailler comme vendeuse chez ATB [une grande chaîne de distribution] que d'aller à l'école pour exercer cette profession. Dans une école, il y a jusqu'à deux mille enfants, une paperasserie constante et un bureau où les gens vont et viennent du matin au soir, explique-t-elle. En raison des faibles salaires dans les écoles, ce sont principalement les infirmières en âge de prendre leur retraite qui restent, tandis que les jeunes spécialistes choisissent les hôpitaux ou des domaines complètement différents.

Des pouvoirs limités et une grande responsabilité



Les infirmières scolaires ont des pouvoirs limités : elles ne peuvent prodiguer que des soins d'urgence, comme prendre la tension artérielle ou la température, prodiguer les premiers soins en cas de blessure et orienter l'enfant vers un médecin. Elles ne sont pas autorisées à administrer des médicaments, car l'infirmierie scolaire n'est pas un établissement de santé. « Cependant, la responsabilité envers la santé des enfants est considérable », explique Mme Hnativ. De plus, une grande partie du

travail consiste en de la prévention : des conférences sur l'alimentation saine, l'éducation sexuelle, le soutien psychologique, les dangers des cigarettes électroniques et les premiers secours.

Tentatives de changement du système

Tetyana Hnativ a soulevé à plusieurs reprises la question du statut et de la rémunération des infirmières en milieu scolaire lors d'événements professionnels. Elle s'est notamment adressée au ministre de la Santé, Viktor Lyashko, lors d'un forum sur les soins infirmiers à Lviv. Les infirmières hospitalières ont vu leur salaire augmenter pour atteindre au moins 13 500 hryvnias [267 €], tandis que les infirmières en milieu scolaire ne sont mentionnées nulle part. En réponse, j'ai entendu : « Vous avez choisi de travailler dans l'enseignement. » Pourtant, personne ne m'a demandé mon avis, se souvient-elle.

En collaboration avec des militants du mouvement médical Soyez comme nous sommes, les infirmières scolaires se rendent à Kyiv depuis plusieurs années pour assister à des conférences, présenter des rapports et exiger que leurs salaires soient alignés sur le salaire minimum.

2025 : le bilan d'une infirmière ukrainienne

Source : Larissa Prindilas (photo), infirmière, membre de Soyez comme nous sommes

(30 décembre 2025) Cette année difficile qu'est 2025 touche à sa fin. En jetant un regard rétrospectif sur le secteur médical, les conclusions ne sont pas encourageantes. Je ne parlerai pas au nom de tout le monde, mais uniquement en mon nom propre et au nom de mon établissement médical.

Voici les avantages et les inconvénients de cette année.

Les inconvénients :

- Je n'ai pas eu d'augmentation (je ne me faisais aucune illusion à ce sujet). Il n'y a pas eu d'augmentation, mais plutôt une baisse de salaire.



- Je n'ai reçu aucune prime. Je n'ai reçu aucune lettre de félicitations. (Je n'en ai jamais reçu, mais cette constance est également révélatrice).
- Je n'ai reçu aucune réprimande. (Un avantage significatif).
- Je n'ai reçu aucune aide. (Nous avons travaillé seuls pendant cinq mois, sans assistance).
- Je suis presque entièrement déçu par le système médical ukrainien, où la corruption, les mensonges et la mesquinerie sont monnaie courante.
- Un stress constant et un soutien psychologique insuffisant pour le personnel.
- Le sentiment que le travail est souvent sous-estimé par la société et les autorités.

Dans ce contexte, les « avantages » pour l'établissement :

- Installation d'un système de vidéosurveillance, achat de plusieurs voitures et d'une nouvelle « ambulance », rénovation complète sous la nouvelle direction avec un mobilier neuf et élégant, rénovation des chambres, rénovation de la cuisine.

Avantages :

Je suis devenue militante pour Soyez comme nous sommes. J'ai participé à des conférences à Khmelnytsky et à Lviv. J'ai cessé d'avoir peur et de me taire (mais financièrement, cela n'a pas aidé, car seule, on ne fait pas le poids face à eux). J'ai une équipe formidable et sympathique (ce qui est très précieux, car tout le monde n'a pas cette chance). J'ai reçu une aide concrète de Soyez comme nous sommes. J'ai bénéficié d'un formidable soutien de la part de mes collègues du syndicat médical : ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses. J'ai réalisé qu'à l'étranger, la lutte n'est pas aussi facile qu'elle en a l'air.

Quand nous sommes unis, on nous écoute. Le silence ne change rien, mais l'action, même modeste, change les choses.

Je nous souhaite la paix et la victoire, mais surtout la santé, car sans elle, rien n'a de sens. Pussions-nous avoir l'espoir d'un avenir meilleur dans le domaine médical et la foi dans le changement. À tous ceux qui attendent, puissiez-vous trouver la satisfaction. À tous ceux qui, malheureusement, ont perdu des êtres chers, je vous souhaite la force de continuer à vivre et de trouver la paix intérieure.

Campagne : Stop aux importations de combustibles fossiles russes !



L'interception du pétrolier Kivala par la marine estonienne dans le golfe de Finlande (mer Baltique) le 11 avril 2025 alors qu'il faisait route vers le port russe d'Oust-Louga. Crédit : Andres Putting/Delfi Media

Oubliez l'assouplissement des sanctions contre la Russie. L'Europe devrait arraisonner les pétroliers russes

Par Oleh Savvitskyi

Source : Euromaidan Press

(12 mars 2026) Des vétérans de Wagner et des agents des services de renseignement russes [naviguent à bord des pétroliers de la flotte fantôme russe](#) à travers la mer Baltique. Une enquête menée par l'Organised Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) a permis d'identifier au moins 17 personnes embarquées sur ces navires : des hommes dépourvus de qualifications maritimes officielles, mais ayant une expérience dans les structures de sécurité et militaires, et entretenant notamment des liens avec le groupe mercenaire Wagner et les agences de renseignement russes.

Selon des responsables des services de renseignement occidentaux, ces agents surveillent les équipages, assurent la coordination avec les autorités russes et servent d'intermédiaires entre la flotte fantôme et les structures militaires russes.

Il ne s'agit pas de navires commerciaux contournant les sanctions. Ce sont [des plateformes de guerre hybride](#) – des nœuds d'un système dirigé par l'État qui mêle contournement des sanctions, activités de renseignement et sabotage des infrastructures sous-marines. Certains ont servi de [rampes de lancement pour des drones](#) harcelant le territoire européen. Et cette flotte a triplé de taille depuis 2022, [dépassant](#) désormais [les 1 100 navires](#) selon [les services de renseignement ukrainiens](#).

L'Europe dispose de la base juridique et des capacités navales nécessaires pour intercepter ces navires et confisquer leur cargaison. Elle devrait le faire.

Les États-Unis ont déjà prouvé que cela fonctionne

Les États-Unis ont déjà démontré que la saisie de pétroliers de la flotte fantôme est faisable sur le plan opérationnel et juridique. En décembre 2025, les forces américaines ont arraisonné et saisi le pétrolier *Skipper*

dans les Caraïbes – un navire précédemment sanctionné pour son implication dans la contrebande de pétrole iranien – qui transportait 1,8 million de barils de brut vénézuélien.

En janvier 2026, Washington a saisi le pétrolier russe *Marinera* dans l'Atlantique, près de l'Islande. Depuis 2019, le ministère de la Justice a confisqué plus de 5,3 millions de barils de pétrole et 294 millions de dollars à la suite d'opérations similaires. Washington a combiné le pouvoir d'arraisonnement de la garde côtière, les lois sur le financement du terrorisme et un levier juridique essentiel prévu par l' : de nombreux pétroliers de la flotte fantôme opèrent avec des immatriculations falsifiées ou sans pavillon valide, ce qui les rend de facto apatrides.

En vertu de l'article 110 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, tout navire de guerre peut arraisonner un navire soupçonné d'être sans nationalité. Un navire apatride n'a pas d'État du pavillon pour contester sa saisie – il existe dans un vide juridique que les forces de l'ordre peuvent combler.

L'Europe dispose de ses propres moyens d'application.

- Les règlements de l'UE en matière de sanctions autorisent déjà le gel des avoirs des navires figurant sur des listes, et l'UE a [sanctionné plus de 600 navires de la flotte fantôme](#).
- Dans les eaux territoriales et les zones économiques exclusives des États membres, les États côtiers disposent d'une pleine juridiction pour faire respecter leurs lois – y compris le respect des sanctions, la sécurité maritime et les réglementations environnementales que ces navires enfreignent régulièrement par la manipulation des transpondeurs, la falsification des documents de cargaison et des transferts de navire à navire dangereux.
- [Un navire de la flotte fantôme a en moyenne 18 ans](#) – dépassant ainsi le seuil des 15 ans à partir duquel les défaillances techniques augmentent fortement – et la plupart ne disposent pas d'une assurance adéquate.

Chacune de ces violations constitue un motif d'intervention. Les États membres de l'UE peuvent immobiliser ces navires en totale conformité avec le droit maritime international, engager des poursuites pénales pour contournement des sanctions et confisquer la cargaison après décision de justice. Pour les navires figurant sur la liste du règlement (UE) n° 269/2014 du Conseil comme soumis à des sanctions ciblées, la procédure d'application est particulièrement simple.

Lorsque l'application de la loi est énergique, elle porte ses fruits.

- Les sanctions du Trésor américain de janvier 2025, visant 158 pétroliers en une seule opération, [ont réduit la capacité active de la flotte fantôme de 46 % en quelques semaines](#).
- Les « sanctions cinétiques » de l'Ukraine – des frappes contre des pétroliers de la flotte fantôme en Méditerranée et en mer Noire – [ont triplé les coûts de l'assurance contre les risques de guerre](#) et ont poussé au moins une compagnie maritime turque à rompre du jour au lendemain ses liens avec ses partenaires russes.
- La Suède a [déjà arraisonné et immobilisé](#) un navire de la flotte fantôme sanctionné, malgré la présence avérée à bord de personnel lié à Wagner – démontrant ainsi que les marines européennes ne sont ni légalement ni pratiquement incapables d'agir.

Pourquoi maintenant – et qu'y gagne l'Europe

La crise du détroit d'Ormuz a rendu les enjeux impossibles à ignorer. Les prix du pétrole ont dépassé les 100 dollars le baril. Washington a déjà [accordé une dérogation de 30 jours](#) permettant à l'Inde d'acheter du brut russe bloqué en mer, et le secrétaire au Trésor Scott Bessent a ouvertement [évoqué](#) la levée des sanctions sur le pétrole russe pour combler le déficit d'approvisionnement.

L'administration Trump [envisage](#) désormais un allègement plus large des sanctions sur l'énergie russe – annulant ainsi des années de pression visant à faire baisser les prix que l'invasion de Moscou a contribué à faire grimper au départ.

C'est l'année 2022 à l'envers. À l'époque, la Russie avait utilisé les marchés de l'énergie comme une arme pour remplir son coffre de guerre avec [près d'un milliard d'euros par jour](#) provenant des exportations de combustibles fossiles au cours des premiers mois de l'invasion à grande échelle. Le Centre for Research on Energy and Clean Air [estime que](#) la Russie a tiré environ 193 milliards d'euros de ses exportations de combustibles fossiles au cours des douze mois précédant février 2026.

Aujourd'hui, la perturbation du détroit d'Ormuz menace d'offrir à Moscou une nouvelle manne – cette fois-ci grâce à une crise d'approvisionnement qu'elle n'a pas provoquée.

Assouplir les sanctions n'est pas la bonne réponse. L'Europe dispose d'une alternative qui affaiblit la Russie tout en renforçant la sécurité énergétique européenne : intercepter les pétroliers de la flotte fantôme qui enfreignent le droit maritime et rediriger la cargaison confisquée vers les réserves stratégiques de pétrole européennes.

Plus de 90 millions de barils de brut russe [transitent](#) chaque mois par les eaux adjacentes à l'UE via le détroit du Danemark. Les pétroliers de la flotte fantôme en transportent environ 80 %. Confisquer ne serait-ce qu'une fraction de cette cargaison atténuerait le choc d'approvisionnement lié à Ormuz tout en réduisant la source de revenus qui finance la guerre de la Russie.

L'EBV, l'organisme officiel allemand chargé de la gestion des stocks, indique qu'il détient actuellement environ 24 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers dans ses réserves stratégiques, soit environ 176 à 177 millions de barils. Confisquer un stock mensuel de pétrole russe transporté par la flotte fantôme équivaldrait à fournir environ 40 % de l'ensemble des réserves stratégiques de l'Allemagne.

Les enjeux économiques vont dans un seul sens. L'Europe obtient le pétrole dont elle a besoin en période de crise d'approvisionnement. La Russie perd les revenus qui financent la guerre. Et le message envoyé au monde entier est que les sanctions ont des conséquences concrètes et lourdes de conséquences – et ne se limitent pas à de simples formalités administratives.

L'objection qui ne tient pas

L'argument contraire qui vient immédiatement à l'esprit est celui de l'escalade. Mais que ferait exactement la Russie ? Sa gigantesque flotte fantôme fonctionne précisément parce qu'elle évite la confrontation, en misant sur l'anonymat, les immatriculations sous pavillon de complaisance et la certitude que l'Europe fermera les yeux.

Chaque pétrolier qui accoste sans encombre à une destination désignée par Moscou renforce la conviction que les sanctions occidentales sont, comme le Kremlin l'a [effectivement conclu](#), facultatives.

Saisir la cargaison de navires qui enfreignent déjà le droit international n'est pas une provocation. C'est une mesure coercitive. Et comme le montre clairement l'enquête de l'OCCRP, il ne s'agit pas de navires marchands innocents : ils sont armés de personnel militaire au service d'un État en guerre avec un voisin de l'Europe.

La Russie a choisi de militariser sa flotte marchande. L'Europe devrait réagir en conséquence.

La Russie ne dispose pas d'une capacité navale suffisante pour escorter en permanence sa flotte fantôme en dehors de la mer Baltique. Une fois que les navires ont franchi les détroits danois, ils peuvent être interceptés à tout moment et la Russie ne peut pas y faire grand-chose. C'est encore plus vrai en Méditerranée.

Que ferait la Russie ? Sa gigantesque flotte fantôme fonctionne précisément parce qu'elle évite la confrontation

Mais la flotte russe de la mer Baltique est également très limitée. Elle ne compte qu'une vingtaine de navires de surface opérationnels et aptes au combat, et seule la moitié d'entre eux sont équipés de missiles Kalibr ou d'autres missiles antinavires modernes. Cela est clairement insuffisant pour assurer une escorte continue à des

centaines de pétroliers de la flotte fantôme et ne fait pas le poids face aux forces navales européennes présentes dans la région.

Les forces navales combinées de l'Allemagne, de la Pologne, de la Suède, du Danemark et de la Finlande sont trois fois plus nombreuses que la flotte russe et sont bien plus avancées sur le plan technologique. Cela rend les opérations de contrôle de la flotte fantôme, même dans les détroits danois, militairement réalisables si les États membres de l'UE agissent collectivement.

La réponse la plus probable de la Russie à ces interceptions serait de tenter une escalade politique et une intimidation limitée plutôt que de recourir directement à la force navale, ce qui, dans le cas de la Méditerranée, n'est absolument pas envisageable, car la flotte de la mer Noire a été réduite à un état pitoyable par les frappes de drones et de missiles ukrainiens, et même ces forces seraient bloquées par la Turquie en tant que membre de l'OTAN.

Les cas passés montrent que Moscou dénonce généralement les saisies comme de la « piraterie », dépose des protestations diplomatiques et procède à des démonstrations militaires symboliques, telles que des survols d'avions près des navires de l'OTAN. Mais la Russie a évité toute confrontation directe avec les marines européennes, rendant ainsi possible une interdiction systématique si elle est menée collectivement et présentée comme une application des sanctions.

Le [Royaume-Uni a désigné près de 300 cibles](#), dont la plus grande société russe d'oléoducs. L'UE a inscrit sur sa liste de sanctions ciblées plus de 600 navires. [La Nouvelle-Zélande](#), [l'Australie](#) et [l'Ukraine](#) ont toutes élargi leurs propres listes.

Les outils existent. Il ne reste plus qu'à prendre la décision politique de les utiliser non pas comme un exercice bureaucratique, mais comme un [instrument stratégique](#).

Chaque pétrolier de la flotte fantôme qui traverse les eaux européennes sans être interpellé transporte deux cargaisons : du pétrole russe et le message que les sanctions sont facultatives. L'Europe [ne peut plus se permettre](#) de livrer les deux.

Autres luttes ouvrières en Ukraine

Une première : des harceleurs au travail condamnés à une amende

Source : page Facebook du Mouvement social

(13 février 2026) Pour la première fois, un tribunal ukrainien a sanctionné un employeur pour harcèlement au travail en vertu de la partie 2 de l'article 173-5 du Code ukrainien des infractions administratives. La décision relative à l'amende a été rendue par le tribunal de district de Kostopil, dans la région de Rivne, le 27 janvier 2026. Cela a été rendu possible grâce à la levée, en 2025, du blocage des inspections visant à identifier les cas de harcèlement.

L'affaire a été examinée sur la base d'un procès-verbal concernant l'administratrice du conseil municipal de Kostopil, qui est également maire par intérim de cette municipalité, Lidiya Shulzhuk. Deux de ses adjoints au maire ont été reconnus comme victimes. Le procès-verbal a été précédé d'une inspection inopinée menée par des agents du Service public de l'emploi qui se sont rendus au conseil municipal.

Les inspecteurs ont conclu que le harcèlement avait été perpétré par un groupe de personnes, dont faisait également partie le secrétaire du conseil, David Didukh. Le tribunal a suivi l'avis des inspecteurs.

Des preuves ont été trouvées concernant la répartition inégale de la charge de travail entre les employés par l'employeur et la privation injustifiée de primes :

- L'arrêté publié en mai 2025 sur la répartition des tâches fonctionnelles entre les employés ne mentionnait pas la répartition des tâches entre les deux adjoints au maire (les victimes des mauvais traitements)
- Cela a été considéré comme une répartition injustifiée et inégale de la charge de travail et des tâches par l'employeur entre des employés ayant les mêmes qualifications et la même productivité et effectuant un travail équivalent
- Entre mars et novembre 2025, les victimes se sont vues attribuer la prime minimale de 10 % de leur salaire officiel, alors que les primes de certains autres adjoints au maire atteignaient 200 %. L'employeur n'a pas été en mesure de fournir une explication convaincante à ces différences

Au cours de la procédure, le tribunal a examiné les arrêtés du conseil municipal, les descriptions de poste, les explications et les notes officielles des victimes.

Il est important de noter que les adjoints au maire concernés n'ont fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire et qu'aucune plainte n'a été formulée à l'encontre de leur travail. À l'issue de la procédure, le tribunal a infligé l'amende maximale de 6 800 hryvnias (soit 400 revenus minimums non imposables, 135 €).



La maire par intérim de Kostopil, Lidiya Shulzhuk, reconnue coupable de discrimination

À première vue, les circonstances de cette affaire sont assez particulières, et le statut des victimes a joué un rôle. Cependant, jusqu'à récemment, les tribunaux ne reconnaissaient absolument pas les faits d'intimidation sur le lieu de travail : les actions civiles étaient systématiquement rejetées, et il n'y a eu aucune affaire administrative jusqu'à la fin de l'année 2025. La levée du moratoire sur les inspections anti-harcèlement par le Service public de l'emploi à compter du 1er octobre 2025 a permis de poursuivre les employeurs sur le plan administratif par le biais d'actions menées par l'État. La pratique a montré qu'il peut être difficile pour un individu de rassembler suffisamment de preuves d'abus de la part de ses supérieurs.

Social Movement appelle les travailleurs à recourir activement aux garanties juridiques et le gouvernement à assurer un contrôle afin que les normes de décence sur le lieu de travail ne restent pas de simples déclarations !

Pas d'électricité, mais le travail continue : comment les journalistes de Lviv s'en sortent

Par Dariya Markova

Source : [*Union nationale des journalistes d'Ukraine*](#)

(11 février 2026) Les défis actuels nous obligent à nous adapter aux horaires de rationnement de l'électricité. À Lviv, comme dans la plupart des régions d'Ukraine, des coupures de courant strictes ont été mises en place. Dans des conditions où l'électricité vient à manquer jusqu'à 18 heures par jour, les appareils s'éteignent rapidement et la connexion Internet est instable. De ce fait, il est difficile pour les journalistes d'accomplir leurs tâches rédactionnelles et de préparer rapidement leurs articles.



C'est dans ces circonstances difficiles que le Centre de solidarité des journalistes de Lviv (JSC, photo) est devenu un espace de coworking pour les professionnels des médias, où ils peuvent travailler pendant les coupures de courant. Les journalistes se rendent au JSC pour rester connectés.

« Les coupures de courant m'obligent à revoir complètement mon emploi du temps. Pour moi, le JSC est devenu un lieu où l'on peut se concentrer sur son travail et ne pas se retrouver à l'écart du flux d'informations, même lorsqu'il n'y a pas d'électricité pendant la majeure partie de la journée. Il y a toujours de l'électricité, une connexion Internet fiable et toutes les conditions nécessaires pour travailler à plein régime. Outre les équipements techniques, il est également important que le JSC offre une atmosphère de soutien et de compréhension mutuelle », a déclaré Nazarii Lazur, rédacteur en chef de Radio MAXIMUM.

Le JSC de Lviv dispose de tout ce dont vous avez besoin pour un travail de qualité. Notamment, une connexion Internet haut débit par fibre optique, une alimentation électrique ininterrompue et une atmosphère agréable. Les journalistes sont accueillis par la coordinatrice du JSC à Lviv, Nataliya Voitovych, qui leur propose des espaces de travail confortables et du café.

« Actuellement, la situation concernant l'éclairage s'est compliquée. Cependant, le JSC de Lviv fonctionne comme un espace de coworking, où les professionnels des médias peuvent recharger leur matériel, utiliser Internet et préparer leurs articles en toute tranquillité. Nous sommes ouverts aux journalistes des rédactions, aux pigistes et aux correspondants afin qu'ils puissent continuer à faire leur travail », a souligné Nataliya Voitovych.

Le JSC est un lieu où les professionnels des médias ne font pas que travailler, mais se font aussi de nouvelles connaissances. Tout en rédigeant des textes, on peut boire un café parfumé et discuter de l'actualité du monde des médias avec des collègues.

« Quand il n'y a pas d'électricité pendant presque toute la journée, travailler à domicile devient pratiquement impossible. Au JSC, je peux terminer sereinement la rédaction de mon article et le soumettre à temps, sans me soucier d'éventuelles interruptions. J'apprécie également cette communauté où l'on peut partager son expérience et ses connaissances », explique la pigiste Khrystyna Yakym.

Il est toujours important pour les journalistes d'être au cœur de l'actualité et de fournir des informations au public en temps voulu. De nombreux événements ont lieu chaque jour à Lviv, et l'emplacement pratique du JSC constitue donc un atout supplémentaire.

Le JSC de Lviv continue d'être un lieu de soutien pour les journalistes. À une époque où les coupures d'électricité font partie du quotidien, les professionnels des médias peuvent travailler malgré les difficultés existantes.

Le réseau des Centres de solidarité des journalistes est une initiative de l'Union nationale des journalistes d'Ukraine, mise en œuvre en collaboration avec les Fédérations internationale et européenne des journalistes et l'UNESCO, et avec le soutien du peuple japonais. Notre objectif principal est d'aider les professionnels des médias travaillant en Ukraine pendant la guerre. Les centres sont actifs à Kyiv, Kharkiv, Zaporijia, Dnipro, Lviv et Ivano-Frankivsk. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts plus larges de l'UNESCO pour soutenir la sécurité des journalistes et la liberté d'expression en Ukraine.

Ukraine. L'exploitation abusive des héros de l'infrastructure prendra-t-elle fin en 2026 ?

Par Vitaliy Dudin

Source : [Sotsialnyi Rukh](#), [Europe Solidaires Sans Frontières](#) (traduction Adam Novak)

(23 janvier 2026) L'hiver 2026 s'est avéré plus rude que quiconque aurait pu l'imaginer. Les attaques ennemies incessantes ont transformé la vie de millions de personnes en Ukraine en un cauchemar froid et sombre. Dans ce contexte, le travail de tous ceux que l'on appelle les travailleurs des infrastructures critiques est devenu très visible. L'arrivée des équipes d'urgence apporte de la joie à la population, les médias relatent leurs exploits et les politiciens leur expriment leur gratitude. Mais ce tableau est terni par une réalité cruelle : ces travailleurs héroïques restent toujours sans protection sociale en cas de blessure causée par les missiles russes.



Dernières nouvelles (28 mars 2026) : voir « [Le Parlement ukrainien approuve une aide pouvant atteindre 1 million de hryvnias pour les familles des travailleurs des infrastructures critiques tués dans l'exercice de leurs fonctions](#) ».

L'État a une dette énorme envers les travailleurs ukrainiens en raison de son incapacité à mettre en œuvre la loi n° 2980ⁱ, qui fêtera ses trois ans en mars et qui promettait des indemnités accrues aux cheminots, aux travailleurs du secteur de l'énergie et aux employés municipaux en cas de blessure causée par l'agresseur. Le

contexte actuel nous oblige à parler de leurs problèmes plus fort que jamais, alors que l'attention portée à leurs exploits n'a pas encore faibli. Le cœur du problème reste inchangé : plus de 60 % des demandes sont rejetées par le Fonds de pension d'Ukraine (PFU)ⁱⁱ car, d'un point de vue strictement bureaucratique, les infrastructures critiques attaquées ne sont pas classées comme telles.

Combien de personnes ont bénéficié de l'aide financière ponctuelle promise pendant la période de loi martiale ? Les personnes sont-elles en mesure de faire valoir leurs droits devant les tribunaux ? Quels changements législatifs pourraient rendre ce mécanisme plus efficace ? Découvrez-le dans cet article de Sotsialnyi Rukhⁱⁱⁱ.

Un parcours de plusieurs années, du silence au dialogue

La question de la mise en œuvre de cette loi est devenue cruciale pour nous dès les premiers cas de refus de paiement. En août 2024, un article a été publié dans lequel, sur la base des réponses du PFU, il était indiqué : l'argent alloué dans le budget n'atteint pas les mains ensanglantées des travailleurs. L'expérience la plus traumatisante a été vécue par les familles auxquelles les fonctionnaires ont refusé le droit au paiement, même en cas de perte de proches. Des centaines de demandeurs ne pouvaient même pas imaginer qu'en pleine guerre, les organismes de protection sociale refuseraient d'accorder une aide parce que les entreprises attaquées ne figuraient pas dans le Registre des infrastructures critiques (CIO)^{iv} au moment de l'attaque. La procédure d'octroi des paiements était frappante par son imprévisibilité : devinant qu'une certaine entreprise appartenait à des secteurs d'infrastructures critiques, les demandeurs ne pouvaient connaître le statut réel de l'installation avant de recevoir une réponse à leur demande auprès du PFU.

Cet article a mis fin au silence qui entourait ce problème, et des dizaines de personnes concernées nous ont contactés. Il est apparu clairement que le problème était généralisé et que les autorités devaient réagir immédiatement. Dès octobre 2024, alors que l'indignation publique s'était traduite par les premières actions en justice contre les refus de la PFU, la ministre de la Politique sociale, Oksana Zholnovych, a initié une modification de la procédure de paiement, permettant l'octroi des aides même lorsque le statut de « CIO » avait été attribué après l'attaque armée. La situation s'est améliorée, mais pas de beaucoup : l'Ukraine compte de nombreuses entreprises qui deviennent la cible de l'ennemi mais qui, en raison de la bureaucratie, ne peuvent pas obtenir le statut de « critique » (il s'agit principalement des chemins de fer). Notre ONG a aidé les travailleurs à obtenir ce qu'ils méritaient : des actions en justice ont été préparées, des plaintes ont été déposées auprès du Médiateur^v et des recours ont été introduits auprès des ministères. Cependant, ces actions n'ont connu qu'un succès partiel en raison d'une législation imparfaite qui a permis des abus de la part de la PFU.

Dès avril 2025, Sotsialnyi Rukh a organisé le Forum social « Protection des travailleurs des infrastructures critiques en temps de guerre », qui a réuni des milieux syndicaux, d'experts et d'activistes^{vi}. Une discussion franche sur les problèmes, menée en dialogue avec le député Pavlo Frolov, auteur de la loi n° 2980, a ouvert la voie à des changements systémiques. Par la suite, une série de réunions a eu lieu au Parlement sur la manière de rendre le mécanisme de paiement plus équitable.

Une efficacité de seulement 19 % : où en est la mise en œuvre de la loi n° 2980 aujourd'hui ?

La situation concernant les paiements au titre de la loi n° 2980 peut être qualifiée de difficile mais gérable : les instances du PFU fournissent désormais des statistiques agrégées pour toutes les régions en réponse aux demandes. C'est probablement le seul changement intervenu depuis l'entrée en fonction du nouveau ministre, Denys Uliutin. Dans le tableau au 1er janvier 2026, le tableau semblait décourageant : seules 37 % des demandes ont été approuvées, soit 130 sur 351 demandes. Ainsi, au moins 221 demandes (63 %), soumises par des travailleurs ou des membres de leur famille, ont été rejetées.

Naturellement, la non-confirmation du statut de CIO figurait en tête des motifs de rejet : les demandes ont été rejetées pour ce motif dans 78 % des cas, soit 221 sur 283. Seule une demande sur cinq a été rejetée pour d'autres motifs (absence de rapport d'enquête sur l'accident dans le formulaire H-1, absence de lien entre la blessure et l'agression militaire, absence de documentation relative à l'invalidité, etc.).

Parallèlement, deux cas ont également été recensés où le refus était motivé par l'expiration du délai de trois ans pendant lequel une personne devait exercer son droit en vertu de la loi n° 2980. L'une de ces histoires concerne Anatoliy Babichev, un conducteur de train ayant le statut de « Légende nationale d'Ukraine », qui a perdu son épouse.

Parfois, en déposant des plaintes auprès du commissaire aux droits de l'homme Dmytro Lubinets, il a été possible de réexaminer les refus les plus absurdes, tels que ceux motivés par la non-reconnaissance des liens familiaux. Cela concernait un certain nombre de personnes de Zaporijia qui avaient perdu des proches lors du bombardement d'une entreprise de défense à Zaporijia.

Mais dans l'ensemble, la loi n° 2980 n'est pas devenue un outil de soutien efficace. Cette conclusion s'explique par le taux d'utilisation des fonds extrêmement faible : l'année dernière, un financement de 93,2 millions de hryvnias (1,839 million d'euros)^{vii} a été accordé, soit 19 %, alors que le budget de l'État pour 2025 prévoyait plus de 480,2 millions de hryvnias (environ 11,4 millions d'euros) à ces fins.

Ces chiffres sont alarmants au vu du nombre considérable de travailleurs tués par les forces russes. Rien que l'année dernière, 1 101 personnes ont été blessées au travail lors d'attaques russes (dont 220 mortellement). Ce chiffre est le plus élevé de toute la Grande Guerre^{viii} et dépasse de 95 personnes le nombre de blessés en 2024. Au total, depuis le début de l'invasion, 2 968 personnes ont été blessées directement par des attaques russes alors qu'elles exerçaient leurs fonctions, dont 857 sont décédées. Si l'on suppose que la moitié des blessés auraient pu appartenir à des secteurs d'infrastructures critiques, la loi n° 2980 a alors aidé moins de 9 % des personnes qui auraient pu en bénéficier.

Lutte de masse devant les tribunaux et images générées par l'IA au service de la PFU

Selon nos données, un refus sur quatre de la PFU pour non-confirmation du statut de CIO fait l'objet d'un recours devant les tribunaux. À ce jour, 53 affaires sont en cours, dans lesquelles les plaignants tentent de prouver, sur la base de la résolution n° 1109^{ix}, que les victimes étaient des employés d'une CIO et que le refus était illégal. Grâce à Sotsialnyi Rukh, 12 de ces 53 affaires ont été préparées par notre équipe (quatre d'entre elles ont déjà abouti à des décisions favorables)^x.

Dans la majorité des cas (36), les tribunaux ont donné raison aux plaignants. Malgré l'absence de conclusions juridiques de la Cour suprême sur cette question, les tribunaux adhèrent généralement à des approches unifiées et logiques : l'inscription des informations relatives aux CIO dans le registre relève de la responsabilité de l'État, par l'intermédiaire de ses organes exécutifs, et leur inaction ne peut servir de motif pour priver les plaignants du droit à une aide financière (décision du tribunal administratif de district de Tchernihiv du 24 décembre 2025 dans l'affaire n° 620/12470/25).

Parmi les secteurs auxquels appartiennent les entreprises que les organes du PFU n'ont pas reconnues comme CIO, les suivants prédominent : l'énergie (secteurs de l'électricité, du charbon et du gaz), 21 procès ; les transports (chemins de fer, ports maritimes), 19 procès ; la santé, trois procès. Le suivi des affaires relevant de la loi n° 2980 est disponible sur Internet.

Des jugements définitifs favorables aux plaignants ont désormais été rendus, mais n'ont toujours pas été exécutés par les organismes du PFU. Le Fonds reconnaît le problème de la non-exécution des décisions de justice, mais invoque un manque d'allocations budgétaires. Cela semble étrange : des fonds du budget de l'État destinés au paiement de l'aide sont disponibles, mais l'exécution des décisions de justice s'effectue dans le cadre d'un programme distinct pour lequel les fonds ne sont jamais suffisants.

Les stratagèmes utilisés par les fonctionnaires pour masquer leur refus de verser les montants ordonnés par les tribunaux sont frappants. Ils déposent des recours devant la Cour suprême accompagnés d'images générées par l'IA ou affirment que l'interface du portail du PFU les empêche d'accorder l'aide. Au vu de ces faits honteux, Sotsialnyi Rukh exige que la direction du Fonds évalue la compétence des chefs de service dans les oblasts de Vinnytsia, Jytomyr et Mykolaïv.

Une résolution tant attendue

Y a-t-il une chance que les personnes qui ont souffert aux mains des occupants cessent d'être renvoyées d'un bureau à l'autre et d'un tribunal à l'autre ? Un tel espoir de résoudre une partie des problèmes liés à la loi n° 2980 est offert par le projet de loi n° 14303 du 15 décembre 2025, déposé par le député Pavlo Frolov. Il vise à éliminer les obstacles qui réduisent l'efficacité de la loi.

Le 19 janvier de cette année, la commission compétente a soutenu son adoption en tant que base et dans son ensemble (malgré les objections du ministère des Finances et de la PFU, qui ne se soucient pas des personnes lésées mais des dépenses hypothétiques du budget de l'État).

Le projet de loi propose :

- D'élargir le cercle des personnes ayant droit à une aide financière unique pour les atteintes à la vie et à la santé subies par les travailleurs des infrastructures critiques et les fonctionnaires, y compris les travailleurs des opérateurs d'infrastructures critiques, de leurs succursales et bureaux de représentation, et/ou les personnes blessées dans des installations d'infrastructures critiques
- D'inclure dans la liste des membres de la famille les enfants adultes valides qui poursuivent des études, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 23 ans
- De prolonger le délai d'exercice du droit à l'aide financière unique pour la durée de la loi martiale et les trois années suivant sa levée ou son annulation.

Il est essentiel que, en cas d'accident survenu dans une infrastructure critique, le lien de subordination du travailleur blessé avec un exploitant d'infrastructure critique légalement reconnu soit établi. Il s'agit de la reconnaissance juridique de la propriété par toute forme de société et/ou d'entrepreneur individuel qui, en vertu d'un droit de propriété, d'un bail ou d'autres fondements juridiques, gère un élément d'infrastructure critique et est responsable de son fonctionnement courant. Par exemple, la SA (société par actions) Ukrzaliznytsia^{xi}, en tant qu'entité juridique unique, devrait être reconnue comme un opérateur d'infrastructure critique, alors que le concept d'opérateur d'infrastructure critique peut être interprété de manière restrictive comme un bien défini individuellement (une structure ou un équipement) situé à une adresse spécifique.

Sotsialnyi Rukh exige l'adoption de ce projet de loi dans les plus brefs délais. Cependant, on craint que les bureaucrates de la PFU ne remettent en cause, dans chaque cas particulier, la propriété d'une entreprise où un accident s'est produit pour les opérateurs d'infrastructures critiques, puisque la procédure d'obtention de ce statut n'est pas réglementée par la législation. On ne comprend pas non plus pourquoi le lien avec le CIO (et donc avec le registre) devrait être maintenu pour les travailleurs tiers qui ont été blessés dans de telles installations (il s'agit ici d'agents de sécurité ou de sous-traitants chargés de la réparation).

Mais, à notre avis, la simple existence d'un tel acte législatif constitue une grande victoire pour la société civile et toutes les personnes concernées qui ont mis ce problème en lumière !

Conclusions et perspectives

On aimerait croire que le projet de loi n° 14303 sera adopté et que de nombreuses familles de travailleurs des OIC bénéficieront non seulement d'un soutien moral, mais aussi d'une réelle attention de la part de l'État. Cependant, pour une mise en œuvre complète de l'idée qu'il contient, l'État doit faire davantage^{xii}.

Premièrement, les décisions de justice en faveur des personnes qui ont déjà prouvé devant les tribunaux qu'elles appartiennent à la catégorie des travailleurs de la CIO doivent être exécutées. Ces personnes ont consacré du temps et de l'argent à faire appel au système judiciaire, et l'État de droit exige le respect inconditionnel du pouvoir judiciaire.

Deuxièmement, les organismes de la PFU doivent contacter toutes les personnes ayant déjà perçu des prestations d'assurance ordinaires (en vertu de la loi n° 1105^{xiii}) et garantir leur droit à une aide au titre de la loi

n° 2980, dont le montant est nettement plus élevé. L'information sur les prestations disponibles au titre de la loi n° 2980 doit devenir systématique.

Troisièmement, l'interprétation des dommages à la santé liés à l'agression armée devrait être élargie. Ces cas devraient également inclure les cas de détérioration de la santé résultant de la captivité, les décès dus à des maladies cardiovasculaires survenus pendant une alerte aérienne annoncée, etc. Ce n'est qu'en prenant en compte le plus large éventail de circonstances que tous les dommages causés par la Russie pourront être éliminés et que les gens pourront retrouver une vie normale.

Et surtout, les travailleurs des infrastructures critiques doivent être associés aux prises de décision afin que leurs intérêts ne soient jamais oubliés. Ils ont pleinement mérité ce droit.

Denys, cheminot syndiqué en première ligne

Entretien réalisé par Patrick Le Tréhondat

Source : [Réseau international de solidarité et de luttes des travailleurs](#)

(30 décembre 2025) « J'ai transmis vos questions à notre camarade qui a été mobilisé, mais je n'ai pas encore reçu de réponse. Soit il est en mission, soit il a été capturé, soit il est mort. Je vais attendre. » Vyacheslav Federenko, président du syndicat des cheminots KVPU de Kryvyi Rih, est inquiet. Il n'a pas reçu de réponse de son ami Denys, un cheminot syndiqué qui se trouve en première ligne. Mais deux semaines plus tard, les réponses arrivent et nous les publions ci-dessous.

Kryvyi Rih se trouve à environ 60 kilomètres de la ligne de front. De nombreux cheminots se sont engagés pour combattre l'agression russe. « Soutenir les travailleurs sur la ligne de front de toutes les manières possibles est une priorité pour le syndicat », explique Vyacheslav. « Dix pour cent des cheminots sont sur la ligne de front, et le syndicat défend également les droits socio-économiques des travailleurs mobilisés devant les tribunaux. D'autre part, les employeurs menacent de licencier ceux qui se battent pour leurs droits. Aujourd'hui, la seule protection dont disposent les travailleurs est la protection juridique, car en temps de guerre, les grèves et les manifestations sont interdites », ajoute-t-il. Environ 600 cheminots sont morts sur la ligne de front ou à cause des bombardements.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Denys Shlapak (photo). Je suis membre du syndicat des cheminots KVPU à Kryvyi Rih. Avant l'invasion à grande échelle par les forces hostiles, je travaillais aux Chemins de fer ukrainiens en tant que chef de train, mais je conserve mon emploi pendant la durée de ma mobilisation dans les forces armées ukrainiennes. Dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle, j'ai pris sans hésiter la seule décision qui s'imposait pour un citoyen conscient et patriote : rejoindre les rangs des forces armées ukrainiennes et défendre mon pays.



En tant que soldat, êtes-vous toujours en contact avec votre syndicat ? En quoi cela vous aide-t-il ? Quelle est votre relation avec lui ?

J'ai la chance d'entretenir des relations amicales avec le syndicat de Kryvyi Rih, et notre syndicat est très efficace. J'ai sollicité son aide à plusieurs reprises pour répondre à certains besoins matériels urgents de mon unité militaire, et il m'a toujours aidé et fourni l'assistance nécessaire, ce dont mes frères d'armes et moi-même lui sommes très reconnaissants. Dans les circonstances où nous nous trouvons, il est essentiel de sentir le

soutien de l'arrière. Je tiens également à souligner que le président du syndicat a défendu mes droits sociaux en tant que cheminot mobilisé dans l'armée : il a obtenu une décision de justice obligeant les chemins de fer à me verser mon salaire pendant ma mobilisation, comme le garantit la convention collective sectorielle.

En tant que syndiqué, avez-vous rencontré des problèmes spécifiques dans l'armée ?

Non, comme je l'ai déjà dit, mon affiliation syndicale m'a même parfois aidé. Il n'y a pas de problèmes. Il n'y a pas de traitement particulier lié à l'affiliation syndicale.

Y a-t-il beaucoup de syndiqués dans l'armée ukrainienne ?

La plupart des militaires actuels ne sont pas des soldats de carrière. Ce sont des personnes qui, avant la guerre, travaillaient dans divers domaines au sein d'entreprises civiles, et la plupart d'entre elles sont syndiquées. Je n'ai pas de statistiques, bien sûr, mais je pense qu'elles sont nombreuses.

En quoi votre formation de cheminot vous a-t-elle aidé dans votre formation militaire ?

J'avais bien sûr déjà suivi une formation de base sur la manière de réagir face à des situations d'urgence, car le métier de cheminot exige, par exemple, de savoir prodiguer des soins médicaux ou de réagir rapidement à des circonstances imprévisibles. Cela m'a aidé dans une certaine mesure à maîtriser mon nouveau rôle au sein de l'armée.

En quoi la présence de membres syndicaux dans l'armée modifie-t-elle son fonctionnement ?

La mission principale d'un syndicat est de soutenir et de protéger les personnes unies par des intérêts professionnels communs. Il est évident que la présence, dans n'importe quel domaine d'activité, et encore plus dans l'armée, de personnes qui cherchent à s'unir et à atteindre un objectif commun améliore la qualité du fonctionnement du lieu où elles se trouvent ou opèrent. Il est clair qu'il s'agit là d'un phénomène extrêmement positif.

Comment voyez-vous votre avenir et celui de l'Ukraine ?

Je crois sincèrement que mon pays connaîtra un nouveau souffle après la fin de la guerre et la libération de notre territoire des envahisseurs. Mes frères d'armes et moi-même faisons tout notre possible pour que ce jour arrive. C'est pourquoi, même après la fin de la guerre, je me vois poursuivre ma carrière militaire. Afin que tout ce qui m'est cher, à ma famille et à mon pays, soit toujours protégé.

Les luttes des femmes ukrainiennes

« Ivanka, notre combattante »

Source : [Solidarity Col l ectives](#). Traduction par Patrick Le Tréhondat

(20 décembre 2025) Entretien approfondi avec notre combattante, Ivanka, couvrant près d'un an et demi de son parcours militaire. Dans cette conversation, Ivanka partage son expérience au sein d'un collectif masculin à la hiérarchie stricte, son riche passé militant, la manière dont elle pratique le véganisme dans les conditions de terrain de l'infanterie, ainsi que sa réalité quotidienne dans l'armée.

Parle-nous de ton service, que fais-tu actuellement ?

En ce moment, je termine le dernier jour de mes congés. Et à mon retour, je reprendrai mes responsabilités professionnelles. L'une d'elles est d'ordre médical, mais il n'y a pas de poste médical au niveau de ma compagnie. Nous avons un infirmier de combat, et je suis son assistante et infirmière à temps partiel. Qu'est-ce que cela implique

concrètement ? Nous dispensons des cours avec cet infirmier de combat pour notre personnel de l'unité médicale. Et il ne s'agit pas seulement de cours de base sur l'arrêt des hémorragies, car il semble que tout le monde sache déjà tout à ce sujet. Nous allons un peu plus en profondeur et nous nous éloignons même des directives MARCH^{xiv} pour aborder les procédures suivantes, étudier la pharmacologie avec les soldats et l'accès intraveineux. Nous réfléchissons toujours ensemble au format de ces cours, en les élaborant avec les soldats. Nous vérifions également en permanence le contenu des trousse de premiers secours individuelles de nos combattants, avant et après qu'ils aient pris position.

Nous essayons également d'équiper les positions de tout le nécessaire. Autrement dit, en plus des trousse de premiers secours, chacune de nos positions de tir dispose également d'un sac séparé rempli de divers médicaments qui pourraient y être nécessaires. Les personnes qui restent assises dans des sous-sols, des abris ou des tranchées pendant une semaine peuvent souffrir de problèmes gastriques, prendre froid et attraper un rhume. En général, beaucoup savent que l'approvisionnement en médicaments par les voies officielles peut s'avérer compliqué sur le plan administratif. Nous nous organisons donc en permanence, qu'il s'agisse de simulateurs pour tous ces cours ou d'autres médicaments susceptibles d'être utiles à nos combattants. Nous surveillons constamment ce qui peut être obtenu et reçu.

Ma deuxième responsabilité est simplement celle d'un simple combattant d'infanterie, qui prend position au sein d'une équipe de lance-grenades. J'accompagne les soldats jusqu'aux positions et j'y passe du temps à défendre la rive du fleuve. Et de temps à autre, on me confie des tâches administratives : je remplis divers registres – contrôles d'armes, contrôles du personnel. On plaisante en disant qu'il y a tellement de bureaucratie dans l'armée qu'il existe un registre des registres ! C'est en partie vrai : il faut remplir beaucoup de registres qui n'ont parfois rien à voir avec la réalité, mais malheureusement, ce sont les règles.

Ma fonction principale, celle où je passe la majeure partie de mon temps de travail, est d'être officier de service au poste d'observation. Toutes les 48 heures, je descends sous terre et je prends mon service. C'est un espace équipé d'une radio et de nombreux écrans, où l'on doit surveiller ce qui se passe dans le ciel – car il existe certains appareils permettant de suivre ce qui vole vers nous et ce qui ne le fait pas – et rester en contact avec



nos positions de tir. Autrement dit, quand je suis en poste, je reste simplement à ce poste de commandement et j'interviens si quelque chose se passe ou s'il y a une demande. Quand je ne suis pas en poste, si je reçois des demandes alors que la situation s'aggrave et qu'il faut transmettre quelque chose, je dois constamment faire office de signaleur.

Si on me demande de faire autre chose dans l'armée, comme tuer des puces ou des rats au sous-sol, alors je le fais aussi.

Mais vous avez une désignation officielle, celle qui figure dans votre dossier militaire ?

Oui, je suis membre d'une équipe de lance-grenades. C'est ma fonction officielle, qui est consignée dans le dossier militaire, c'est-à-dire porter des obus, et c'est tout.

À votre avis, est-ce dû au fait que tout est si éphémère en temps de guerre que tout le monde doit tout faire, ou est-ce simplement que quelqu'un en haut est trop paresseux pour inscrire ces différentes tâches dans les dossiers militaires ?

Il me semble que c'est les deux. Et peut-être que cela tient un peu à ma propre initiative et à mon niveau d'énergie. Je pourrais faire une seule chose, cela suffirait. Je suis sûr que personne ne me dirait « tu n'en fais pas assez ». Mais je suis simplement quelqu'un qui est prêt à faire beaucoup de choses, je ne vois pas de limite à cela. Il y a des choses que j'aimerais améliorer, pour lesquelles j'aimerais prendre l'initiative, mais le processus de changement dans l'armée est très lent. Près d'un an s'est écoulé avant que je sois autorisé à aller en première ligne, et je pense qu'avec les ambitions que j'ai, je dois simplement attendre encore un peu.

Vous avez donc exprimé le souhait d'aller aux avant-postes pendant un an ?

Bien sûr. Le commandant m'a même dit d'aller me faire voir : il me l'a dit sans détour, au milieu de la conversation, il s'est simplement retourné et est parti. J'ai dû supporter beaucoup de propos sexistes absurdes. Mais j'avais le sentiment que si je continuais à insister, j'obtiendrais des résultats. J'ai travaillé dur et j'ai obtenu ce que je voulais.

Il vous a donc fallu un an pour gagner la confiance en vous-même, pour que tout le monde reconnaisse que vous étiez capable et digne de faire tout ce que les autres hommes font simplement du fait [de leur sexe]. Comment avez-vous rejoint l'armée, et qu'est-ce qui a influencé votre décision d'aller à la guerre ? Y a-t-il eu un tournant pour vous, ou était-ce peut-être évident pour vous dès le début ?

Avec le recul, cela me semble évident, et si j'avais eu l'occasion de revivre les événements de ma vie, je l'aurais fait dès 2014. Mais à l'époque, lorsque les hostilités ont éclaté dans ma région de Louhansk, j'étais encore élevée dans une famille conservatrice de Témoins de Jéhovah, où l'apolitisme était fortement encouragé. La guerre était palpable dans ma ville natale, Rubizhne, et il y a même eu une occupation de courte durée, mais derrière le voile de ce christianisme religieux et de cette humilité – tendre l'autre joue à l'ennemi et tout ça –, je ne semblais pas du tout comprendre ce qui se passait en Ukraine. Ce furent des semaines d'une sorte d'état dépressif et d'apathie dans la ville, puis nous nous sommes réveillés, et il y avait des drapeaux ukrainiens partout dans la ville, et voilà, la ville était libérée.

De 2014 à 2022, Rubizhne a connu ses meilleurs moments, mais il n'y avait pas de mouvements féministes, alors j'ai suivi tout cela sur les réseaux sociaux jusqu'à ce que je me retrouve à Kharkiv. Puis 2022 est arrivé, la guerre a éclaté à grande échelle et je me suis retrouvée dans l'ouest de l'Ukraine. L'une des premières choses que j'ai faites a été de me rendre au bureau de recrutement militaire de Stryi [ville de l'oblast de Lviv], mais ils ont examiné mon dossier scolaire et m'ont refusée. Le recrutement des femmes dans l'armée s'est normalisé avec le temps, mais en 2022, il était plus difficile de s'engager. Je me suis donc dit que je n'abandonnerais pas, que j'allais simplement laisser passer un peu de temps, et puisque la vie m'avait amenée à Lviv, j'allais m'y investir. Je me suis plongée dans le secteur public, en travaillant avec les personnes déplacées à l'intérieur du pays, mais au fond de moi, je sentais constamment que je voulais toujours m'engager dans l'armée, et je me suis toujours tenue informée de l'actualité du pays.

Il n'y a pas eu de tournant décisif, c'était simplement « non » à ce moment-là, puis le temps a passé et les circonstances ont changé. Je ne me suis pas réveillée un jour en me disant : « Oh, c'est aujourd'hui le grand jour, je m'engage dans les forces armées, je vais au centre de recrutement ! » J'ai commencé à poser davantage de questions à mes amis et à mes proches qui s'étaient déjà engagés. Et ainsi, le processus d'engagement dans les forces armées et la finalisation de tous mes projets civils, que j'ai confiés à d'autres personnes, se sont déroulés sans encombre.

Et à quoi ressemblait votre vie civile avant 2022 ?

Je vivais entre Kharkiv et ma ville, Rubizhne. Au cours des derniers mois avant l'invasion, je vivais dans le sous-sol d'un immeuble qui abritait un projet culturel en cours de développement à Kharkiv. Parallèlement, j'ai toujours été une « accompagnatrice d'enfants », c'est-à-dire que je travaille avec eux sous différentes formes : en tant que tutrice, enseignante dans des écoles publiques d' , ou encore nounou qui passe simplement du temps avec eux à la maison, joue ou se promène avec eux. Et j'avais juste quelques élèves. Je vivais donc, du matin au soir, dans cet immeuble en tant que femme de ménage : je fermais les locaux, je distribuais les outils aux ouvriers, je préparais des déjeuners végétaliens. Et le soir, je travaillais avec les enfants.

Je peux affirmer sans hésiter que ma vie était très libre, ce que je ressens moins aujourd'hui, car l'armée continue de restreindre mes déplacements. Je savoure pleinement la liberté pendant mes vacances, même si je suis malheureusement soumis à certaines contraintes. J'avais autrefois beaucoup de liberté pendant mon temps libre ; j'y intérais de nombreux voyages et, malgré un emploi du temps très chargé, je consacrais toujours mes jours de congé à de longs séjours quelque part dans la région de Kharkiv. Il y avait beaucoup d'action et d'activité. Et bien sûr, j'ai toujours été impliqué dans des initiatives porteurs de valeurs anarchistes et de gauche, par exemple le freeganisme, qui se reflétait aussi dans mon propre mode de vie. En voyant tout ce que les gens jettent, je me suis dit que je pourrais devenir un leader dans la redistribution de ces ressources ou les utiliser moi-même. Il y avait aussi le féminisme, les valeurs écologiques qui ont toujours été présentes dans ma vie et ma participation aux actions qui avaient lieu.

Et cette expérience, tes connaissances et ton point de vue sur la consommation rationnelle, cela t'aide-t-il ou te freine-t-il dans l'armée ?

C'est probablement ce qui me gêne en partie, car je suis tellement coincée dans un contexte de consommation irrationnelle, par exemple en matière de produits alimentaires : la quantité de nourriture jetée m'a toujours plongée dans une sorte de désespoir. Mais avant de m'engager dans l'armée, je pouvais trouver des solutions au niveau local ; dans l'armée, malheureusement, il n'y a pas assez de coordination pour permettre une distribution normale des ressources. Il y a par exemple un approvisionnement en boîtes de biscuits Maria et Oatcake, mais certains soldats n'en mangent plus : ils les reçoivent et les jettent aux poules du voisin ou les jettent tout simplement. Dans les entrepôts, les fruits et légumes pourrissent également. À titre personnel, je peux prendre quelques bananes pourries et trouver une façon de les utiliser, faire des crêpes, mais c'est une toute petite chose, et je ne peux pas aller plus loin. Évidemment, le fait d'être éprise de liberté, têtue et désobéissante me gêne un peu, car dans l'armée, même si l'on pense différemment, il faut obéir, surtout aux commandants s'ils s'y connaissent en matière de tactique militaire, en stratégie. Et je suis le genre de personne qui se met parfois à discuter ; j'ai du mal à obéir, car mes parents m'ont beaucoup étouffé en m'élevant pour que je sois docile et humble, afin que je n'exprime pas mon opinion. Parfois, j'essaie de me taire et d'obéir vraiment, car l'autre personne s'y connaît.

Pour en revenir à la question de l'approvisionnement, est-ce que des initiatives locales ou des organisations végétaliennes vous aident à vous approvisionner en nourriture végétalienne ?

J'ai récemment mené une expérience. Je me suis rendu dans des positions avancées où l'on reste entre 15 et 20 jours et où il faut tout emporter avec soi, car il n'y a aucun moyen de se procurer de quoi manger. C'est une zone composée d'îles et de roselières, accessible uniquement par bateau. L'eau et la nourriture y sont larguées par de gros drones bombardiers. J'ai demandé à Кожної Тварини [Every Animal] de me fournir leurs rations

sèches, car ils proposent d'excellents plats : bortsch, haricots, porridge à la viande hachée de soja. J'ai emporté une ration pour deux jours et j'ai donné les rations pour le reste du temps à l'équipe de drones qui nous livre tout cela (les largages ont lieu une fois tous les deux ou trois jours). Je les ai emballées, scellées avec du ruban adhésif, et j'ai signé pour chaque largage. Mais le problème, c'est que tout cela était largué d'une hauteur d'environ soixante mètres, et lors des premiers largages, la nourriture de tous les gars s'est mélangée à mes haricots parce que les emballages se sont déchirés. J'ai demandé par radio de ne plus les larguer, car nous manquons d'eau. Puis j'ai réalisé que ce type de ration ne me convenait pas dans ces conditions. Dans mon cas, c'était peu pratique, j'ai donc modifié ma demande et mangé des tartes sèches canadiennes – il existe une option végétarienne et elles étaient larguées à l'état sec ; je mangeais du muesli le matin et des nouilles instantanées aux champignons pour le déjeuner. J'ai également été aidé par la cuisine végétarienne de Lviv, qui propose un repas sec à préparer avec de l'eau bouillante – cela me convient, ils m'ont donc envoyé quelques paquets. Et les Collectifs de Solidarité m'ont également aidée : je n'ai pas demandé de nourriture végétarienne séparément, mais à plusieurs reprises, ils ont simplement ajouté des en-cas végétariens dans mes colis, ce qui m'a été très précieux, car il est encore difficile de trouver des options végétariennes dans le village où je séjourne et travaille, à l'exception de celles qui font partie de l'approvisionnement standard.

C'est la première fois que nous décrivons une expérience de largage de nourriture végétarienne par drone où celle-ci s'est cassée. C'est une remarque très importante, car la guerre a beaucoup changé ces dernières années, elle s'appuie désormais davantage sur les drones, et nous larguons désormais des rations végétariennes.

Oui, je pense que cela peut être utile pour d'autres personnes qui reçoivent leurs provisions par largage. Peut-être que dans d'autres endroits où la zone d'atterrissage n'est pas aussi accidentée, cela n'aurait pas posé de problème, mais ces îles sont des zones de jungle fortement bombardées, avec des branches et des arbres tombés. Nous avons eu deux bouteilles d'un pack de six qui se sont cassées, à cause d'un choc violent qui ne peut pas être amorti.

Vous dites que vous vous êtes débrouillée toute seule, que vous aviez prévu ce dont vous aviez besoin parmi les largages. Pouvez-vous imaginer ce que ce serait, par exemple, de recevoir des serviettes hygiéniques, ou des choses comme ça dont on a besoin ?

Eh bien, je pouvais faire une demande par radio. Quand on creusait une position de réserve, on avait besoin de sacs et d'outils, et c'est comme ça qu'on les demandait. Ce poste de commandement et d'observation où je me trouve est un maillon intermédiaire vers lequel les positions de tir se tournent pour leurs demandes. C'est donc très important d'écouter, de ne pas tout foirer, et de transmettre l'information aux échelons supérieurs, aux sergents qui planifieront le soutien logistique. Je pourrais demander des serviettes hygiéniques, mais il me semble que les personnes qui ont leurs règles peuvent estimer leur cycle. Le mien est plus ou moins régulier, j'avais donc compris que mes règles me tomberaient dessus sur cette île, et j'ai emporté des serviettes hygiéniques avec moi.

Que penses-tu des organisations d'anciens combattants, sont-elles pertinentes pour toi ? Penses-tu que tu pourrais bénéficier du soutien de telles initiatives, ou as-tu déjà une telle expérience ?

Pour l'instant, je ne pense pas que cela me concerne. Non pas parce que je vis au jour le jour et que l'avenir est lointain et vague, mais parce que j'ai le sentiment que je ne serai pas abandonnée. Je peux m'aider moi-même et il y a des gens qui prendront soin de moi. J'y crois.

Vous avez dit que votre vie s'était divisée en un avant et un après cette mission de combat – l'expérience de la guerre est personnelle, mais avez-vous des personnes avec qui vous pouvez parler le même langage lorsque vous évoquez la guerre ? S'agit-il uniquement d'anciens combattants ?

Probablement mon équipe. Et mon cercle d'amis, qui comprend aussi bien des militaires que des civils qui ne sont pas déconnectés de la réalité. Il m'est arrivé plusieurs fois de rencontrer des amis civils qui m'ont demandé

: « Quelles sont les nouvelles ? Kherson tient-elle toujours le coup ? ». Et cela m'a paru étrange d'entendre cela ; car nous sommes une brigade de défense côtière, nous travaillons dans des villages où l'ennemi se trouve de l'autre côté de l'eau, et je ne vais même pas à Kherson. Ça m'a contrarié, comme si c'était juste une question pour le plaisir de poser une question. Mais j'ai l'impression de vivre une expérience personnelle très particulière, coupée du monde extérieur. Là-bas [sur l'île], aucune antenne de téléphonie mobile ne capte quoi que ce soit, il n'y a pas d'électricité, il n'y a rien.

Un jour, c'était tellement calme là-bas, on n'entendait aucun drone, aucun bombardement, rien, il n'y avait aucune communication sur le talkie-walkie. Et on a plaisanté : peut-être que la guerre est finie, et qu'on est assis ici sans même le savoir ! Un tel isolement du monde extérieur, le fait d'être dans cette tranchée avec deux hommes. Je n'ai pas l'impression que si je parlais de ça, je ne serais pas compris par ceux qui m'entourent, au point de vouloir chercher des gens qui partageraient mon expérience. Je n'en ressens pas le besoin. Mes camarades sont plongés dans la guerre. Je pense qu'ils comprendront ce dont je parle par empathie. Ils n'ont pas besoin de vivre ça pour simplement m'écouter et me demander ce que j'ai fait, où j'étais. J'ai un petit ami, pilote de drone, nous sommes du même bataillon, et je vois ses vols depuis mon poste d'observation. C'est désormais une personne très proche de moi, avec qui je peux aussi parler de travail.

Avez-vous des consœurs d'armes ?

Malheureusement, il n'y a qu'une seule femme dans notre compagnie en dehors de moi. Elle et moi sommes très différentes, bien que nous soyons toutes les deux de la génération Y, et qu'il semble que nous ayons regardé les mêmes dessins animés et que nous devrions nous comprendre, mais nous avons des expériences de vie et de service très différentes. Nous avons pris quelques pauses café, eu des conversations superficielles, mais je n'ai pas trouvé de points communs avec elle. Bien que nous ne soyons pas en désaccord, qu'il n'y ait aucune rivalité entre nous, il n'y a ni solidarité, ni synergie féminine. Mais j'ai trouvé mes camarades. L'un d'eux est le médecin de notre compagnie, qui m'a intégrée à son unité. J'ai mon petit ami. Et j'ai un sentiment de sororité en dehors de mon unité. J'ai été envoyée suivre des cours de secouriste de combat, où j'ai rencontré une fille très sympa ; nous restons en contact via Internet, et je discute avec elle des difficultés d'évoluer dans une équipe exclusivement masculine. Pendant les vacances, nous avons réussi à nous voir pendant quelques heures, avant qu'elle ne parte pour le front, car j'ai voyagé directement pour la rejoindre à l'Est. C'était très réconfortant et sympa. Malheureusement, je ne connais pas encore d'autres combattantes. Mais je ne peux pas dire que j'ai pour objectif de trouver des consœurs d'armes. Pour une raison que j'ignore, il me semble que mes amies civiles sont elles aussi compréhensives.

Compte tenu de votre expérience personnelle, pourquoi y a-t-il encore si peu de femmes dans l'armée ?

Je pense que c'est une question de contexte local et d'attitude des commandants. Au niveau de ma compagnie, ils sont limités par le fait qu'il n'y a pas de postes, qu'ils ne peuvent pas trouver de travail pour les femmes. Il y a des femmes dans l'équipe de mon copain, mais il n'y en a aucune dans mon unité, ils ne veulent pas en avoir. Et il est très difficile de recruter quelqu'un : si une de mes amies me disait qu'elle voulait s'engager et que je pouvais me porter garante pour elle, eh bien, je ne suis qu'un simple soldat, un petit rouage dans les forces de défense. Si un sergent disait qu'il voulait faire venir sa petite amie, cela aurait plus de poids. Et donc, les commandants ont peur qu'une autre femme « marginale » arrive. Ils ne savent pas quoi faire de moi toute seule : je les bouscule sans cesse, « faisons ceci, faisons cela, réaménageons le mobilier du poste d'observation », je pense que ça les agace. Globalement, pourquoi y a-t-il moins de femmes ? C'est à cause du patriarcat : « Pour servir, les femmes doivent améliorer la situation démographique. » Afin que les soldats puissent retourner auprès de leurs gardiennes du foyer qui les attendent, qui leur feront un massage – tout ce genre de choses.

Merci beaucoup ! Avez-vous peut-être une conclusion que vous aimeriez ajouter ?

Je voulais dire que mon interview a peut-être donné l'impression que je décourageais les gens de s'engager dans l'armée – ce n'est pas le cas.

Je vous conseillerais probablement simplement de ne pas faire un pas dans le vide. Surtout si vous n'êtes pas un homme qui a été happé quelque part dans la rue et affecté au hasard. Vous pouvez vous préparer un peu, passer des entretiens, bien vous renseigner sur les centres de recrutement et, si possible, vous rapprocher de vos camarades. Allez dans un endroit où vous connaissez au moins une personne qui pourra vous initier au fonctionnement. De cette façon, il sera plus facile de rester avec vos proches. Merci.

2025, année de luttes par l'Atelier féministe

Source : L'Atelier féministe. Traduit par Patrick Le Tréhondat

(Lviv, 28 janvier 2026) Si l'on nous demandait de décrire 2025 en un mot, nous dirions « intense » ! Une année pleine d'idées et de lumière que personne n'a pu éteindre ni ternir. Avec les meilleures personnes à nos côtés. Avec de grandes ambitions et de petits efforts quotidiens pour atteindre progressivement et avec confiance nos objectifs : aider, défendre, changer et agir.

Alors, revenons sur les moments forts de l'année. Découvrez les victoires, les attentes et les espoirs dans l'article ci-dessous.

2025 : l'année où la communauté s'est fait entendre

« Nous avons appris ensemble, nous nous sommes soutenus mutuellement, nous avons défendu le droit à la sécurité, au respect et à l'égalité. Chacune de vos présences est un pas vers une société ouverte, où chacun mérite soutien et respect. »

– Mariana Zelinska, coordinatrice du travail avec la communauté militante.

- Des partenariats avec des experts, des initiatives artistiques et des bénévoles ont contribué à approfondir et à élargir les discussions. Avec le soutien de la Fondation européenne pour la jeunesse, un cours sur la lutte contre les stéréotypes a été lancé avec une session de formation intitulée « The Power to Be Yourself » (Le pouvoir d'être soi-même) – sur la résistance intérieure et l'activisme. Trois événements ont eu lieu dans les rues de Lviv :
- « Exigez la justice, pas pour les femmes ! » – 8 mars, sur le droit à la sécurité sans victimisation
- « Être soi-même est un droit ! » – 14 juin, première marche des fiertés à Lviv en soutien aux personnes LGBTQI+.

- « Je la crois ! » – 8 décembre, en solidarité avec les victimes de violence dans le cadre de la campagne « Seize jours contre la violence à l'égard des femmes ».

Trente et un événements ont été consacrés aux thèmes des droits des femmes, de la violence sexiste et du féminisme, au cours desquels les sujets suivants ont été abordés :



Manifestation du 13 juin de l'année dernière à Lviv : « Je la crois »

- L'écoféminisme
- Le rôle des femmes pendant la guerre
- Histoire du mouvement Pride
- Lutte contre le harcèlement sexuel
- Les mythes soviétiques sur le genre

Le Centre pour l'éducation et le développement communautaire (CEPIRS) – un futur centre dédié à l'épanouissement des militantes et à la réalisation de leurs propres projets. Il sera pleinement opérationnel en 2026, mais dans le cadre de ses activités, un programme de bénévolat a déjà été lancé et est ouvert aux participants. [...]

Commentaire de Liubov Pankevych, responsable communautaire et formatrice Wen-Do :

« Cette année, nous avons participé à un hackathon sur la rédaction de demandes de subventions et nous lançons un projet dont je rêvais depuis longtemps : un club d'autodéfense féministe pour les femmes et les personnes queer. Notre objectif est de développer cet espace et cette communauté, car il n'existe rien de similaire en Ukraine créé spécifiquement dans une perspective féministe. Nous avons un grand potentiel et l'ambition de nous développer.

Équipe d'éducation sexuelle

Principales actualités dans le domaine de l'éducation sexuelle :

1. Formation à l'école du village de Byshiv (région de Lviv)

L'école du village de Byshiv nous a contactées pour organiser une formation. L'initiative est venue du fils du directeur de l'école, qui est soldat. Une formation a donc été organisée et dispensée aux élèves de la 3e à la 1re.

2. Événement destiné aux étudiantes de l'université polytechnique de Lviv

Un projet étudiant de l'université nous a contactés pour nous inviter à participer à l'événement en tant qu'intervenants. L'événement s'est très bien déroulé.

3. Débat sur la santé menstruelle

L'organisation Zero Waste Lviv nous a invités à participer à une discussion en tant que représentants du domaine de l'éducation sexuelle. Le thème était la santé menstruelle. Des représentants des secteurs privé, public et médical étaient présents.

4. Certification des formateurs en éducation sexuelle

En septembre de cette année, deux de nos formatrices (Liubov Kolomieets et Kateryna Tsarenko) ont suivi une formation dispensée par l'ONG [Divchata](#) et ont obtenu une certification officielle dans le cadre d'un programme approuvé par le ministère de l'Éducation et des Sciences.



« Ma sœur, je te crois »

Liubov Kolomieets, formatrice : « Défendre les besoins des adolescents est un vaste domaine d'activité. Actuellement, nous nous concentrons sur les thèmes de la santé et de la sécurité sexuelles, car nous pensons que chaque enfant et adolescent a le droit d'acquérir des connaissances qui l'aident à se sentir en confiance, protégé et écouté. Travailler avec des enfants, des adolescents et des jeunes m'inspire toujours un sentiment d'authenticité. [...] De telles demandes montrent que les communautés ont

réellement besoin d'une éducation sexuelle de qualité, ainsi que d'une sensibilisation à des questions telles que les limites personnelles, les relations et la lutte contre la violence. Lorsque les écoles elles-mêmes recherchent des opportunités de coopération, cela prouve que nous allons dans la bonne direction et que nous apportons une réponse qui répond aux besoins réels des éducateurs. Notre collaboration avec l'école de Byshiv est un exemple de la manière dont un partenariat peut se développer naturellement lorsqu'il repose sur un intérêt sincère et des valeurs partagées. »

Équipe média

Alexandra Ivon : « Je suis impressionnée par nos lectrices et lecteurs. Ils nous donnent toujours matière à réflexion et nous suggèrent de nouveaux sujets à traiter. Ce sont des sujets qui doivent encore être abordés dans les médias, qui restent problématiques et d'actualité. Ainsi, en plus de notre travail systématique, nous communiquons avec notre public, recherchons ensemble de nouvelles approches et opportunités d'interaction, afin de répondre aux demandes de la communauté et de développer le féminisme en Ukraine – et cela est extrêmement précieux.

« Les campagnes médiatiques développées sur les thèmes de l'éducation sexuelle et de la violence (les plus réussies ont recueilli plus de 200 000 vues), en particulier celles liées au genre, ont eu un impact significatif sur

la société. Cela signifie que j'ai encore beaucoup à accomplir en tant que communicante et militante. Nous allons donc améliorer progressivement la situation, chacune à notre niveau. »

Département de crise

Principaux développements :

Le Département de crise a réorienté ses priorités, passant de la réponse à l'intégration et à l'adaptation, et a attiré de nouveaux partenaires. Un projet conjoint a été mis en œuvre avec [l'association médicale Unbroken](#) pour les femmes issues de familles de militaires, mettant l'accent sur le soutien et la réadaptation médicale et psychologique.

Kateryna Dovbnia, membre de l'organisation, a fondé la fondation caritative One for One, qui vise à soutenir les groupes de femmes vulnérables et à développer des services sociaux. Nastia

Zhabka, membre de l'organisation, continue de soutenir la communauté des femmes âgées et de travailler sur la question du vieillissement et de la visibilité des femmes âgées. Une étude a été menée sur la culture numérique des femmes retraitées.

Kateryna Dovbnia (gestion de crise, fondation caritative One for One) : « Nous avons déjà mis en œuvre un projet en collaboration avec l'association médicale Unbroken pour soutenir les femmes issues de familles de militaires qui suivent ou ont suivi une formation. Cette initiative combine le soutien mutuel entre femmes, une perspective féministe et une approche médicale et éducative globale. Nous sommes reconnaissantes envers nos partenaires qui, en plus de fournir des soins médicaux, veillent au bien-être et à la santé des patientes et soutiennent leurs familles. Nous serons toujours heureuses d'apporter notre aide dans ce domaine. Nous remercions l'Atelier féministe pour son soutien en termes de ressources. Le fonds en est actuellement à ses débuts, mais nous sommes convaincues que 2026 sera une année productive et celle où notre premier projet à part entière verra le jour. »

Alla Solod, à propos de la réunion internationale du Réseau forestier d'Afrique centrale (CAFI) à Dakar : « En tant que membre du réseau CAFI, j'ai plaidé auprès des acteurs internationaux pour qu'ils reconnaissent l'importance de l'expertise et du soutien financier des organisations locales de femmes et féministes dans leur travail auprès des femmes victimes de violence, en particulier dans le contexte de la guerre et de la crise financière. Parallèlement, il était important pour moi d'approfondir ma connaissance de l'expérience des pays du Sud ayant un passé colonial et d'expliquer le contexte ukrainien aux représentants des pays africains, compte tenu des défis communs, de l'influence de l'impérialisme et de la désinformation. *Les échanges personnels avec mes collègues du Nigeria, du Sénégal, de la République démocratique du Congo et du Mali ont constitué*



8 mars, Lviv

une étape importante pour établir un dialogue et rechercher des alliances dans la lutte commune pour la décolonisation. »

À cet égard, le 15 avril, nous avons organisé un événement en ligne destiné à la communauté sur le thème du plaidoyer international, intitulé « Une conversation franche : à propos de l'ONU et des défis du plaidoyer international ». Les intervenantes étaient : Olga Yashchenko, présidente de l'Atelier féministe ; Oksana Potapova, conseillère auprès de l'Urgent Action Fund ; Olga Kostina, directrice de Rivni u kryvom ; Galina Kotlyuk, coordinatrice du programme « Gender Democracy » de la Fondation Heinrich Böll ; et Olga Yashchenko, responsable des activités internationales au sein de l'Atelier féministe.

La règle de l'Atelier féministe est de prendre les choses en main plutôt que d'attendre qu'on nous les donne.

Nous devons sans relâche rechercher des approches, préparer nos arguments à l'avance, pratiquer l'anglais, prendre la parole et occuper l'espace, renforcer la voix des féministes ukrainiennes et rappeler aux gens la guerre et les besoins de l'Ukraine. Si nous ne le faisons pas, d'autres décideront à notre place, et nous n'avons pas besoin de cela.

Cette année 2025 a été très riche en événements. Nous avons étudié ensemble, nous nous sommes réunies pour des jeux de société et des activités ludiques, où nous avons communiqué, appris à nous connaître et trouvé un soutien chaleureux les unes auprès des autres. Ensemble, nous nous sommes battues et avons défendu le droit à la sécurité, au respect et à l'égalité pour tous les citoyens de notre pays. Nous sommes reconnaissants envers tous ceux qui nous ont soutenus : lors d'événements, d'actions de rue et de marches, nous remercions nos collègues de différentes organisations qui ont contribué à faire passer des messages importants à travers des publications, des supports d'information et des événements. Notre travail commun est un pas modeste mais significatif vers une société ouverte et égalitaire, où chaque personne mérite soutien et respect.

Que 2026 soit une année pleine d'enthousiasme et de courage, d'efforts, de tentatives, et de petites et grandes victoires en cours de route ! La chance sourit aux audacieux. Alors, continuons à nous battre pour cela !



8 mars, Lviv

« La Russie a effacé l'histoire du féminisme ukrainien »

Entretien avec l'Atelier féministe par Patrick Le Tréhondat

4 décembre 2025

Tout d'abord, pourriez-vous nous parler de l'Atelier féministe, de son histoire, de la manière dont il a été fondé et des raisons de sa création ?

L'Atelier féministe a été fondé par des militantes possédant à la fois des connaissances théoriques sur le féminisme et une expérience pratique acquise grâce à leur participation à d'autres initiatives. L'organisation a vu le jour en 2014, lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine et que de nombreuses personnes déplacées de force sont arrivées dans notre ville, Lviv.

Des jeunes femmes – en particulier celles en situation précaire, des travailleuses sociales, des personnes queer et des femmes déplacées à faibles revenus – se sont réunies pour créer un espace où elles pourraient faire de l'artisanat (broderie, tricot, cuisine) et discuter du féminisme avec d'autres femmes. Nous voulions un espace

sûr pour nous-mêmes, où nous pourrions acquérir des connaissances féministes et nouer de nouvelles relations. À partir de cette initiative, l'Atelier féministe s'est développé pour devenir une organisation qui, depuis plus de 11 ans, développe un espace féministe et queer à Lviv, organise des manifestations de rue, des événements de sensibilisation et de plaidoyer, œuvre à la formation de nouvelles militantes féministes et lance de nombreux projets, allant des refuges pour les femmes et les enfants déplacés à l'intérieur du pays à l'éducation sexuelle pour les enfants. Nous travaillons désormais dans cinq domaines principaux et poursuivons nos activités malgré les défis politiques et sécuritaires mondiaux.

Vous êtes une association féministe relativement récente, mais vous évoquez souvent l'histoire du féminisme ukrainien. Vous vous concentrez en particulier sur la situation des femmes en Ukraine à l'époque soviétique, sous le stalinisme. Pourquoi ce passé est-il important pour vous ?

Nous existons depuis 11 ans, ce qui représente près d'un tiers de l'histoire contemporaine de l'État ukrainien moderne. Cela peut surprendre les organisations européennes dont les grands-mères se souviennent encore des manifestations pour l'égalité des sexes dans les rues de leurs propres villes. Depuis l'occupation de l'Ukraine par la Russie (sous la forme de l'Union soviétique à l'époque), l'histoire de la résistance féministe organisée a été brusquement interrompue. La « question du genre » à l'époque était principalement contrôlée par des responsables de parti masculins à Moscou, tandis que quelques femmes courageuses, intellectuelles et féministes risquaient leur sécurité, leur liberté et même leur vie pour poursuivre leur travail et organiser des actions pendant l'ère soviétique. Nous sommes profondément reconnaissantes envers ces femmes, ainsi qu'envers celles qui, dans les premières années de notre indépendance, dans les années 1990 et 2000, se sont battues pour notre existence et pour la poursuite de la tradition féministe ukrainienne. Il existe un nouveau livre de Tamara Martsenyuk, un recueil d'entretiens avec des féministes des années 1990 et 2000, qui retrace cette période. Il est important pour nous de mentionner tout cela car, en tant que femmes ukrainiennes, nous savons que l'impérialisme russe cherche depuis longtemps à effacer nos identités politiques, culturelles et sociales, et que les mouvements intellectuels et sociopolitiques féministes figuraient parmi ses cibles. Les féministes ukrainiennes ont été persécutées, exécutées, ou contraintes de quitter l'Ukraine ou de se taire. Leurs noms ont été oubliés, remplacés par des références à des écoles de pensée du « Nord global » ou de la Russie. Aujourd'hui, alors que l'Ukraine se réveille et se réapproprie son passé, alors que nous assistons à la fois au rejet de l'impérialisme russe et aux tentatives de la Russie de restaurer et de justifier ses récits impérialistes, il est essentiel pour nous de trouver notre propre voix, de redécouvrir notre passé et de l'intégrer à l'histoire de l'Ukraine moderne.

Pour nous, une Ukraine libre est une Ukraine dotée d'une société civile forte qui respecte les droits humains et l'égalité des genres. Aborder ces questions nous permet également de montrer une autre dimension de l'agression russe, à travers le prisme de la vie des femmes et des mouvements féministes.

Étant donné qu'il existe encore de nombreux mythes et préjugés sur les véritables motivations de l'invasion russe et sur la Russie elle-même, il est essentiel pour nous de ne pas rester silencieuses, mais d'être la voix de ces femmes dont la liberté et la vie ont été opprimées par la machine patriarcale russe.

Vous avez récemment soutenu la pétition visant à faire du 8 décembre la Journée du féminisme ukrainien. Quelle est la signification de cette initiative ?

Pour nous, cette action est liée à la raison mentionnée dans la question précédente. La Russie a effacé l'histoire du féminisme ukrainien. Pour nous, il s'agit d'un acte visant à nous réapproprier notre passé, à honorer toutes celles qui se sont battues avant nous et à construire un mouvement féministe moderne fondé sur leurs idées et leur courage, afin de nous libérer de la domination intellectuelle occidentale et russe.

En juillet de cette année, vous avez participé activement aux manifestations contre les menaces pesant sur l'indépendance des agences anti-corruption NABU et SAP. Pourquoi vous êtes-vous, en tant que féministes, impliquées dans ces manifestations ?

Ces manifestations ont été cruciales pour nous et pour notre pays. Notre Ukraine, celle pour laquelle nous nous battons tous, celle pour laquelle nos proches et nos sœurs sacrifient leur vie et leur santé, est une Ukraine indépendante et démocratique, une Ukraine fondée sur l'État de droit, une Ukraine où la corruption n'a pas sa place. Avec l'adoption de ce projet de loi de manière aussi spectaculaire et compte tenu de toute l'histoire qui le sous-tend, il était avant tout important de rappeler aux responsables politiques l'un des principaux slogans des manifestations, inscrit dans notre Constitution et profondément ancré dans notre identité politique nationale : nous croyons que la seule source du pouvoir en Ukraine est le peuple ukrainien. Ce n'est pas le gouvernement qui définit la voie à suivre pour l'Ukraine, c'est nous. Et s'ils décidaient de mettre cela à l'épreuve, la réponse serait immédiate, comme nous l'avons vu. Il faut moins de cinq minutes à un missile balistique pour atteindre Kyiv, Odessa ou Kharkiv, et pourtant vous avez vu combien de personnes sont descendues dans la rue : des vétérans et des soldats, des militants écologistes, des militantes féministes, des personnalités culturelles et politiques, des étudiants et des écoliers. Toutes les forces motrices de notre société se sont mobilisées malgré tout.

La raison en est la suivante : il est essentiel pour nous d'être sûrs que, tant en temps de guerre qu'en temps de paix, espérons-le, l'Ukraine ne changera pas de cap dans sa lutte contre la corruption et l'oligarchie. Ce travail est encore loin d'être parfait, mais nous n'abandonnerons pas les outils qui nous ont permis de lancer un processus si important pour nous : survivre (afin que toutes les dépenses de défense profitent véritablement à nos soldats, médecins, secouristes et autres) et vivre dans un pays sans corruption, gouverné par la justice et non par la force.

Le 7 juin, le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk a saisi la Verkhovna Rada d'une initiative visant à interdire l'avortement. Une pétition contre cette initiative a été lancée dans la ville, et la Marche des femmes souhaite poursuivre le conseil municipal en justice. Pouvez-vous nous parler du droit à l'avortement en Ukraine et des menaces qui pèsent sur lui ?

Bien que l'avortement soit légal en Ukraine, les femmes continuent de faire face à la coercition et à la violence en matière de reproduction. Il n'y a que quatre pharmacies dans tout le pays où l'on peut se procurer des pilules abortives, et les femmes ne disposent d'aucune information claire ou adéquate sur leurs droits reproductifs. Il est évident que la guerre et l'extermination du peuple ukrainien par la Russie n'ont fait qu'exacerber la crise démographique dans notre pays, que les forces d'extrême droite, religieuses et conservatrices exploitent pour spéculer sur cette question au lieu de prendre des mesures concrètes pour soutenir les mères ou les familles qui envisagent d'avoir des enfants, que ce soit par la naissance ou l'adoption. L'une de nos militantes participe à la campagne « About Abortion », qui fournit aux femmes des informations sur les droits reproductifs, démystifie les idées reçues sur l'avortement médicamenteux et les informe sur leurs droits légaux. Nous faisons également partie du Réseau des droits reproductifs aux côtés d'organisations françaises, croates, arméniennes, géorgiennes et polonaises, avec lesquelles nous partageons nos expériences et nous soutenons mutuellement.

Depuis la fermeture des trois foyers pour femmes seules que vous gériez en raison d'un manque de financement, comment avez-vous réorienté vos activités ?

Cette année, nous avons choisi comme mission stratégique principale de fournir aux jeunes militant·e·s les outils et les compétences pratiques dont elles et eux ont besoin pour mener leurs propres initiatives et apporter une perspective féministe dans d'autres domaines. Nous avons fait ce choix parce que nous voyons la réalité : les militant·e·s sont confronté·e·s à un épuisement important, partent au front, sont tué·e·s par des missiles russes, s'occupent de leurs proches blessé·e·s ou quittent le pays pour des raisons de sécurité. Il est essentiel que nous ne laissions pas notre communauté perdre des membres et que nous transmettions à davantage de jeunes militant·e·s l'expérience et les connaissances que nous avons. Nous poursuivons également notre travail dans le domaine de l'éducation sexuelle, et cette année, nous avons déjà dispensé des cours à plus de 100 enfants.

Même des organisations plus conservatrices ont récemment commencé à solliciter ces cours. Nous poursuivons également notre travail auprès des femmes âgées, qui a débuté avec nos refuges et nos cours d’alphabétisation numérique. Comme il est désormais presque impossible de trouver des financements pour des projets impliquant des femmes âgées, en particulier celles qui ne vivent pas près de la ligne de front, bien que la majorité d’entre elles soient des personnes déplacées à l’intérieur du pays, nous poursuivons ces projets sur une base bénévole et soutenons leurs propres initiatives. Par exemple, notre dernière activité a consisté en une visite guidée à leur intention sur les féministes éminentes de Lviv.

Nous poursuivons également notre travail d’information, de communication avec les médias et nos événements de sensibilisation destinés tant au public international qu’à notre communauté, en établissant de nouveaux partenariats avec des organisations roms, des groupes de femmes en situation de handicap et d’autres acteurs, car il est important pour nous de maintenir notre approche intersectionnelle.

Cette année, nous avons vécu une nouvelle expérience en collaborant avec un centre de réadaptation pour anciens combattants. Nous avons travaillé avec un club de femmes proches de soldats, en mettant l’accent à la fois sur les perspectives féministes et le soutien psychologique. L’une des participantes, l’épouse d’un officier supérieur en convalescence, s’est confiée à notre militante après un événement : « Apparemment, j’ai moi aussi été féministe toute ma vie ! » Pour nous, il est essentiel de ne pas limiter notre travail à celles qui s’identifient déjà comme féministes, mais d’aller à la rencontre et de soutenir toutes les femmes avec lesquelles nous pouvons nous unir dans la lutte pour l’égalité des droits. Nous poursuivons également nos actions de rue – en collaboration avec Bilkis, nous avons organisé le premier événement Pride de l’histoire de Lviv – et nous continuons notre campagne internationale d’information et de plaidoyer en participant à des événements à l’étranger.

« Ne blâmez pas la victime – ne faites pas comme Trump à propos de l’Ukraine »

Source : L’Atelier féministe

(9 décembre 2025) Le 8 décembre, l’Atelier féministe a organisé une campagne pour les droits humains intitulée « Je la crois » dans le centre de Lviv, dans le cadre de la campagne internationale « Seize jours d’activisme contre la violence sexiste ». L’objectif de l’événement était d’attirer l’attention sur le problème de la violence de genre sous toutes ses formes et de souligner l’importance de soutenir les femmes victimes de violence. Les organisateurs ont mis en avant le principe « Je la crois » en réponse à la culture de la honte, du silence et de la culpabilisation des victimes.

Les participants ont défilé dans les rues du centre-ville avec des pancartes et des slogans tels que « Je la crois », « La sécurité des femmes est toujours d’actualité », « Le silence n’est pas un consentement », « La violence n’est pas une tradition », « Ne blâmez pas la victime – ne faites pas comme Trump avec l’Ukraine » et « Protégez les victimes – punissez les auteurs ».

Les militantes tenaient des lampes de poche à la main, symbolisant l’émergence de la violence hors des ténèbres, ainsi que la lumière de la solidarité féminine qui apporte un soutien même dans les circonstances les plus difficiles.

« Nous sortons avec la lumière que les femmes ukrainiennes portent même dans les moments les plus sombres. Cette lumière est un symbole de foi en les femmes, en leurs histoires, en leur expérience et en leur force. Nous croyons les femmes. Nous les soutenons. Nous condamnons la violence, pas la victime », ont déclaré les organisateurs.

Au cours de la manifestation, des discours ont été prononcés dans lesquels les militants ont mis en avant l’aggravation du problème de la violence sexiste dans le contexte des défis posés par l’invasion à grande

échelle, l'importance de respecter le principe consistant à « croire la victime », de garantir des enquêtes transparentes et équitables sur les cas de violence, ainsi que le caractère inévitable de la sanction des auteurs.

« Nous sommes ici pour nous adresser à toutes celles qui ont déjà subi des violences et leur dire : vous n'êtes pas seules. Nous sommes là pour vous. La violence que vous avez subie n'est pas de votre faute, mais celle des auteurs. Vous avez en vous la force de vous sortir de cette situation de violence et de vous défendre. Et nous, vos sœurs, nous serons à vos côtés, nous ferons entendre notre voix et nous nous montrerons, nous serons tenaces, car nous ne tolérerons pas les abus à votre encontre ni à l'encontre d'autres femmes », a déclaré Liubov, militante de l'Atelier féministe et de l'initiative ProAbort.

Une cinquantaine de participantes ont soutenu cette action.

Luttes étudiantes en Ukraine

Parution du deuxième numéro du journal étudiant Priama Diia

Source : Priama Diia

Le syndicat étudiant ukrainien Priama Diia vient de publier le deuxième numéro de son journal ПРЯМА ДІЯ (Action directe). Il est tiré à 1 000 exemplaires et distribué au format PDF.

Sommaire

- Les étudiants de l'Académie nationale des beaux-arts et d'architecture (NAOMA) se sont protégés contre le harcèlement et ont obtenu des améliorations de leurs conditions d'études
- Les étudiants de l'Université nationale Ivan Franko de Lviv (LNU) se battent pour des infrastructures étudiantes de qualité et accessibles
- Le problème du financement des résidences universitaires : auto-organisation ou commercialisation ?
- Les étudiants de l'Université de Varsovie ont obtenu la création d'un réseau de cantines
- Les étudiants d'Édimbourg ont créé une coopérative de logement qui fonctionne bien
- Luttes étudiantes : chronologie
- En mémoire de David Chichkan
- Jeux...

Lien pour télécharger le journal

<https://drive.google.com/.../1 A p54IaTUt653N orgJkE.../view...>



Autres actualités et analyses sur l'Ukraine

Des athlètes, des mineurs, des travailleurs du secteur de l'énergie et des syndicalistes ont exprimé leur soutien à l'athlète ukrainienne Geraskevych

Source : KVPU, traduction par Patrick Le Tréhondat

(14 février 2026) Les employés et les membres de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) ont apporté leur soutien à l'athlète ukrainien de skeleton Vladislav Geraskevych. Il a été suspendu par le Comité olympique pour les Jeux olympiques de 2026 pour avoir porté un casque commémoratif orné de photos d'athlètes ukrainiens morts aux mains des occupants russes.

En signe de solidarité avec l'athlète, des mineurs, des ingénieurs en énergie et des employés d'autres unités de production de DTEK ont porté des casques sur lesquels figuraient les noms de leurs collègues tués par des terroristes russes alors qu'ils travaillaient à la centrale thermique et dans les mines : Maksym Gladkykh, Iryna Yevlashova, Nadiya Ruzhanovska, Dmytro Petlenko, Denys Boykov, Yevhen Tarasenko, Vitaliy Bulash, Ruslan Chichiyekov, Denys Karmelitsky, Mykola Dovbysh, Roman Lysohora, Andriy Smorgunov et Roman Mukhonko.

Le bénévolat en Ukraine en temps de guerre : entretien avec Daria Saburova

Source : [Posle](#)

(3 février 2026) Comment le travail bénévole devient-il aujourd'hui un lieu de tensions entre les genres et les classes sociales ? Quelles sont les spécificités des relations de classe dans l'Ukraine contemporaine ? Et comment les gauchistes français perçoivent-ils la guerre en Ukraine ? L'équipe éditoriale de Posle s'est entretenue avec Daria Saburova (photo), docteure, chercheuse à l'Université d'Europe centrale et membre du comité de rédaction de la revue de gauche ukrainienne *Spilne* (Commons), ainsi qu'auteure de [Travailleuses de la résistance](#).



Bonjour, Daria, merci d'avoir accepté cette interview. Votre livre semble particulièrement d'actualité aujourd'hui, car il montre comment le travail bénévole et militant est façonné par les relations de travail, les divisions de classe et les inégalités de genre. Pourriez-vous nous dire sur quoi vous travailliez avant la publication de *Travailleuses de la résistance*, quelle place occupe la France dans votre parcours, et comment votre intérêt pour le marxisme s'est développé ?

Au moment où j'écrivais ce livre, j'étais doctorante à l'université Paris Nanterre et je travaillais sur une thèse consacrée aux dimensions anthropologiques et politiques des théories marxistes du travail. En ce sens, je m'intéressais principalement à la philosophie. Bien sûr, je lisais beaucoup de sociologie, d'histoire et de psychologie du travail, mais je n'avais jamais mené de recherche empirique moi-même. Ce livre est devenu ma

première ethnographie. On pourrait dire qu'il s'agissait d'une approche amateur de l'ethnographie, j'apprenais à la fois les méthodes et la théorie au fur et à mesure.

Je suis né et j'ai grandi à Kyiv, mais je vis en France depuis 2009. Jusqu'en 2022, je me rendais en Ukraine assez rarement. L'invasion à grande échelle m'y a ramené, et j'ai commencé à m'y rendre beaucoup plus souvent et pour des périodes plus longues. À peu près à la même époque, j'ai rejoint le comité de rédaction de *Spilne*. Avant cela, je faisais partie du collectif de rédaction de la revue française de gauche [Contretemps](#), qui a également une orientation marxiste. J'ai quitté cette revue parce que je n'étais pas d'accord avec la manière dont la question ukrainienne y était traitée.

Lorsque la guerre a éclaté, j'ai compris que je ne pourrais plus me consacrer à un travail purement théorique pendant un certain temps. Il me semblait bien plus important de m'engager directement dans le débat politique.

J'ai continué à enseigner, mais j'ai également rejoint le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, où j'étais fréquemment invité à participer à des discussions au sein des cercles militants de gauche français. Là-bas, j'ai rencontré à maintes reprises des militants de gauche français qui adhéraient soit à des positions « campistes », soit à un pacifisme abstrait, soit à un défaitisme révolutionnaire. À la fin de l'année 2022, il m'est apparu clairement que ces débats perdaient de leur substance, que les gens s'étaient largement cantonnés à des positions figées et que l'échange de thèses abstraites ne semblait plus productif.

C'est à peu près à cette époque, fin 2022, qu'un petit éditeur français, [Croquant](#), m'a contacté pour me proposer d'écrire un livre sur l'Ukraine. J'y ai vu l'occasion d'aller au-delà des raisonnements spéculatifs, des commentaires médiatiques et des conversations avec des militants de gauche et syndicalistes ukrainiens, pour mener à la place un travail de terrain.

Les militants de gauche français invoquent souvent la classe ouvrière ukrainienne sans s'intéresser réellement aux dynamiques locales ni aux personnes concrètes.

Je voulais comprendre comment les personnes issues de la classe ouvrière réelle, et non celle des manuels scolaires, perçoivent la situation et quelles formes de résistance elles développent en réponse à l'invasion russe.

Au départ, le livre s'adressait principalement à un public français. La préface a été écrite par Étienne Balibar, qui situait l'ouvrage dans un débat spécifique en cours en France sur la guerre en Ukraine.

Au final, cependant, le livre s'est avéré être moins une polémique politique qu'une étude sociologique. J'ai essayé de montrer que le volontariat en temps de guerre n'est pas seulement une prise de position civique, mais aussi un travail non rémunéré, caractérisé par des hiérarchies, un accès inégal aux ressources et des relations complexes avec les organisations humanitaires internationales, l'État et les autorités locales.

Je m'intéressais tout particulièrement à la nature spécifique de l'activisme bénévole de la classe ouvrière, un sujet rarement abordé.

La plupart des sociologues et des politologues qui étudient le volontariat en Ukraine se concentrent sur les initiatives de la classe moyenne, qui, depuis 2014, ont été le principal moteur des manifestations de Maïdan et le noyau des bataillons de volontaires dans l'est de l'Ukraine.

Pourriez-vous nous expliquer ce qui distingue l'activisme bénévole en Ukraine dans le contexte de l'invasion russe ?

Je voulais remettre en question l'idée selon laquelle la vague actuelle de volontariat en Ukraine n'est qu'une simple continuation des traditions de volontariat apparues lors [des manifestations de Maïdan](#) et de la résistance au séparatisme dans le Donbass. Il est largement admis que les structures et pratiques militantes créées par la classe moyenne urbaine à Kyiv et dans d'autres grandes villes ont simplement été transmises à une population plus large après l'invasion à grande échelle de 2022.

Je voulais au contraire montrer que les nouveaux venus dans le mouvement bénévole, les habitants de la classe ouvrière des petites villes et des villages, ont apporté avec eux leurs propres traditions, leurs cadres moraux et leurs opinions politiques. Par exemple, dans les organisations bénévoles de [Kryvyi Rih](#) que j'ai étudiées, les gens parlaient principalement le russe ou [le surzhyk](#) et ne voyaient aucun problème à ne pas passer à l'ukrainien. Au contraire, beaucoup considéraient avec scepticisme les appels à abandonner le russe, du moins au début de l'année 2023.

La plupart de mes interlocuteurs avaient une opinion négative du mouvement de protestation du Maïdan [*commentaire de l'auteur : les événements de fin novembre 2013 à février 2014, connus dans l'histoire ukrainienne sous le nom d'Euromaïdan, ont donné lieu à des manifestations de masse sur la place de l'Indépendance, dans le centre de Kyiv, et dans d'autres villes d'Ukraine*]. Certains avaient même participé à l'« Anti-Maïdan » local à l'époque. Les mineurs se souvenaient encore des [années \[Viktor\] Ianoukovitch](#) comme de la période la plus stable socialement et économiquement de leur vie.

Et malgré la décommunisation en cours en Ukraine et le discours dominant présentant l'Union soviétique exclusivement sous un jour négatif – terreur, impérialisme, etc. –, de nombreuses personnes gardaient des souvenirs positifs de cette époque et en parlaient ouvertement.

Pour eux, la période soviétique reste une référence pour évaluer l'aggravation des inégalités sociales dans l'Ukraine post-indépendance.

En d'autres termes, ils conservent une identité locale distincte qui combine ces éléments apparemment contradictoires. Cela les distingue nettement de l'identité de volontaire couramment décrite par les politologues et les sociologues. Les traditions sur lesquelles s'appuient les volontaires de Kryvyi Rih reflètent également une expérience de classe locale spécifique. D'une part, beaucoup travaillent dans la même mine, vivent dans les mêmes quartiers et sont habitués à l'entraide au niveau du site minier. D'autre part, avant l'invasion à grande échelle, les mines de Kryvyi Rih se mettaient régulièrement en grève, et les femmes jouaient un rôle central dans le maintien de ces grèves.

Comment les mineurs font-ils grève ? Ils restent sous terre, parfois pendant des jours, voire des mois. La dernière [grève](#) de ce type [à l'usine de minerai de fer de Kryvyi Rih, en 2020](#), a duré 43 jours. Pendant ces périodes, les épouses et les mères s'organisent pour envoyer de la nourriture, des matelas et d'autres provisions aux mineurs. Elles prennent également en charge la dimension politique de la protestation, en manifestant devant les bureaux de l'entreprise ou à la mairie et en présentant les revendications des travailleurs : des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail. Cette tradition locale d'auto-organisation les aide aujourd'hui à structurer leurs efforts bénévoles en soutien au front.

Vous avez mentionné que la plupart de vos interlocuteurs ne soutenaient pas le mouvement de protestation qui a débuté sur le Maïdan en 2014. Quels arguments ont-ils avancés ?

Tout d'abord, comme le note Denys Gorbach dans [son livre sur la classe ouvrière c à Kryvyi Rih](#), il existe une profonde méfiance envers toute autorité et, plus largement, un rejet de la politique en tant que telle. Un argument courant était que le mouvement de protestation du Maïdan avait servi d'outil permettant à l'opposition politique d'accéder au pouvoir, alors qu'en substance, rien n'avait vraiment changé et que des gens étaient morts pour rien.

Certains répondants critiquaient non seulement l'issue du Maïdan, mais le mouvement lui-même. Dans le discours officiel actuel, le Maïdan est présenté comme la naissance d'une véritable démocratie directe ukrainienne. Mes interlocuteurs, cependant, soutenaient que le changement violent de pouvoir était de nature antidémocratique et que Ianoukovitch aurait dû être destitué par le biais d'élections.

Cet argument peut certainement être considéré comme réactionnaire. Il suggère qu'aujourd'hui, la classe ouvrière ukrainienne ne soutient pas l'idée de révolution en tant que telle, rejetant la possibilité d'un changement radical par des moyens révolutionnaires. Mais derrière ces arguments se cache quelque chose de

plus fondamental : pour de nombreuses personnes dans l'est de l'Ukraine, les manifestations du Maïdan de l'hiver 2013-2014 semblaient lointaines et étrangères, des événements qui ne reflétaient pas nécessairement leurs intérêts.

Les manifestations exprimaient des revendications libérales-démocratiques abstraites : l'État de droit, l'opposition à la violence policière, la démocratie, la liberté. Elles ont ensuite été rejointes par un programme nationaliste qui était également étranger à mes interlocuteurs.

Ce que le Maïdan n'a pas réussi à faire, c'est d'articuler des revendications sociales et économiques qui trouvent un écho auprès de cette partie de la population.

Lors des entretiens, nous avons longuement parlé des salaires, des retraites et de l'état des soins de santé. Pour les mineurs, des questions telles que les régimes de retraite spéciaux et les prestations sociales revêtent une importance particulière, et ces préoccupations étaient totalement absentes des manifestations de Maïdan.

À cette époque, le sentiment d'identité nationale ukrainienne était également très faible parmi ces personnes. Un des participants l'a dit sans détour : « Avant février 2022, presque aucun d'entre nous ne savait même ce qu'était l'Ukraine. Nous ne nous sommes jamais qualifiés d'Ukrainiens ni d'aucune autre manière. Nous gagnions bien notre vie en travaillant dans les mines, et cela nous suffisait. »

Dans votre ouvrage, vous affirmez qu'après les événements du Maïdan, il y a néanmoins eu une redistribution des rapports de classe, qui a encore renforcé le rôle des élites et de la classe moyenne en tant que moteurs du progrès politique. Pourriez-vous développer ce point ?

L'analyse de classe et politico-économique la plus précise de l'Ukraine, de l'indépendance à nos jours, se trouve dans les travaux de Denys Gorbach. Après l'indépendance, l'Ukraine a développé une alliance spécifique, ou un contrat social, entre des capitalistes paternalistes, notamment dans des villes industrielles telles que Kryvyi Rih, Donetsk et d'autres, et la classe ouvrière locale. En d'autres termes, ces entreprises et ces villes n'ont pas été soumises à une restructuration néolibérale brutale de leur gestion et de leur gouvernance. Les entreprises ont continué à privilégier le maintien de l'emploi plutôt que l'innovation technologique susceptible d'entraîner des licenciements. Elles ont également continué à offrir aux travailleurs certains avantages sociaux.

Ce compromis entre les capitalistes et la classe ouvrière, ainsi que les employés du secteur public, s'est cristallisé politiquement sous la forme de forces politiques spécifiques. Il a surtout été promu par le [Parti des régions](#), dirigé par Ianoukovitch.

Cependant, même les partis ukrainiens national-libéraux pro-européens ont adhéré à ces règles pendant un certain temps et se sont abstenus de mener des réformes néolibérales radicales. Cela a changé après le Maïdan.

D'une part, la pression exercée par les institutions occidentales et le [Fonds monétaire international](#) s'est intensifiée ; d'autre part, les obstacles politiques internes à un vaste programme de réformes ont été levés. Il s'agissait notamment de réformes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, de la libéralisation des prix du gaz, et plus encore. La guerre et le choix d'une voie européenne ont servi de justification à ces réformes. Ce processus a été aggravé par la crise économique, l'inflation et les conséquences sociales du conflit armé, qui ont tous modifié les relations de classe telles qu'elles existaient avant 2014 et redessiné le paysage politique.

On peut dire que, par le biais de ces processus, le bloc industriel paternaliste a été vaincu. Les ouvriers industriels ont été perdants, tout comme la classe ouvrière ukrainienne, qui a connu un appauvrissement généralisé. Les oligarques industriels ont également perdu du terrain : en raison de la guerre, ils ont non seulement perdu une partie de leurs actifs physiques dans l'est et le sud de l'Ukraine, mais aussi une grande partie de leur influence politique. Dans le même temps, d'autres groupes ont renforcé leur capital économique, politique et symbolique. Des représentants de la classe moyenne urbaine et éduquée ont commencé à occuper des postes au sein du gouvernement et dans le secteur des ONG en pleine expansion, largement financé par des organisations donatrices européennes et américaines.

Pensez-vous que ce déséquilibre entre les sexes et les classes sociales dans le travail bénévole soit spécifique à l'Ukraine, ou s'agit-il d'un phénomène mondial ?

Considérer le bénévolat comme un travail non rémunéré n'est pas une approche nouvelle. Le concept de travail bénévole est utilisé au moins depuis les années 1980, et ces questions font désormais l'objet d'analyses approfondies en sociologie mondiale. D'un point de vue de classe, les chercheurs soulignent que, parmi les couches sociales supérieures, le travail bénévole prend souvent la forme d'un loisir, tandis que pour la classe ouvrière, il devient fréquemment ce qu'on appelle un « travail d'espoir » – un travail effectué dans l'espoir d'améliorer son CV ou de s'assurer une place sur le marché du travail. Dans de tels cas, il ne s'agit plus véritablement d'une activité bénévole, mais plutôt d'une forme d'exploitation du travail non rémunéré.

Dans certains pays, le travail bénévole est une condition pour percevoir des allocations chômage. Pour les migrants, il devient souvent un moyen de s'intégrer dans la société et de démontrer qu'ils méritent la citoyenneté. Tout cela doit être compris dans le contexte de politiques migratoires de plus en plus restrictives et de politiques d'austérité.

Parallèlement, les approches qui analysent le travail bénévole sous l'angle de la reproduction sociale, c'est-à-dire la prise en charge des personnes et les relations humaines, se développent également rapidement.

Le bénévolat comprend certes de nombreuses fonctions traditionnellement associées au travail masculin. En Ukraine, cela inclut des activités liées au secteur militaire : production de drones, financement participatif, achat d'équipement. Pourtant, la majorité du travail bénévole est un travail de soins. Et ce travail est principalement effectué par des femmes : cuisiner pour les soldats, s'occuper des personnes déplacées à l'intérieur du pays, mettre en place et gérer des centres d'accueil. Il inclut également le soutien psychologique et le travail auprès des enfants, des personnes âgées et des anciens combattants.

Cette catégorie englobe également le travail productif historiquement associé à la sphère domestique, comme le tissage de filets de camouflage ou le tricotage de chaussettes. Une grande partie de ce qui est fait pour le front repose très souvent sur le travail féminin non rémunéré.

Dans cet ouvrage, je ne me suis pas donné pour objectif de résoudre des problèmes théoriques complexes. Au contraire, je m'appuie sur un cadre marxiste-féministe classique : [Silvia Federici](#) (1), [Mariarosa Dalla Costa](#), [Selma James](#) (2), qui considéraient le travail domestique comme une forme d'exploitation. Je pense que ce cadre analytique est particulièrement bien adapté à l'Ukraine. Les sociologues [Oksana Dutchak](#), [Natalia Lomonosova](#) et [Alona Tkalich](#) travaillent sur ce sujet depuis de nombreuses années et montrent qu'en Ukraine, comme ailleurs dans le monde, la paupérisation de la classe ouvrière a avant tout un visage féminin.

L'ensemble de la classe ouvrière souffre de la guerre et des réformes. Bien sûr, les femmes en Ukraine ne sont pas mobilisées de force au front. Mais elles supportent tout le poids du travail reproductif et la responsabilité des enfants, des personnes âgées et des malades. Les femmes qui partent pour l'Europe doivent souvent subvenir seules aux besoins de leur famille. L'espérance de vie des femmes en Ukraine reste plus élevée, et la majorité des retraité·e·s sont des femmes. C'est parmi les retraité·e·s de sexe féminin que les taux de pauvreté sont les plus élevés. Il s'agit de femmes qui ont consacré une partie de leur carrière à s'occuper des enfants et à occuper des postes moins bien rémunérés, et qui, de ce fait, perçoivent des pensions nettement inférieures.

De plus, les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les moins bien rémunérés, surtout dans le secteur public : enseignantes, éducatrices, infirmières, assistantes sociales, etc. En conséquence, les femmes en Ukraine constituent le segment le plus précaire et le moins protégé de la classe ouvrière.

C'est précisément pour cette raison qu'il est considéré comme plus acceptable socialement que les femmes s'engagent dans le bénévolat. On attend des hommes qu'ils combattent ou qu'ils travaillent dans les mines pour gagner leur vie. Même à la retraite, les hommes sont plus enclins à rechercher un emploi rémunéré qu'à s'engager dans des activités bénévoles.

Comme les femmes fournissent déjà un travail de soins non rémunéré dans la sphère privée, on part du principe qu'elles continueront à fournir des soins non rémunérés aux militaires dans la sphère publique du bénévolat également.

Parfois, les gauchistes européens disent ne pas vouloir prendre parti dans le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine. Pourriez-vous expliquer plus en détail ce que pensent les différents segments de la gauche française de la guerre en Ukraine ? Et comment percevez-vous personnellement la rhétorique antimilitariste de la gauche européenne ?

J'ai participé très activement à ces débats au cours des deux ou trois premières années de l'invasion. Depuis un an, j'ai pris un peu de recul et je ne suis plus l'évolution de la situation en détail. Mais en France, il y a eu un large éventail de positions, un véritable spectre complet, laissant place au débat entre les différents courants de la gauche. La position que vous décrivez existe bel et bien, mais je dirais qu'elle est relativement marginale.

Même si l'on considère le plus grand parti engagé dans la vie politique publique en France, [La France Insoumise](#), il serait inexact de dire qu'il existe une position unique et unifiée au sein du parti. Bien sûr, on a souvent entendu son leader, [Jean-Luc Mélenchon](#), tenir des propos clichés tirés de la propagande d'État russe, par exemple en qualifiant les territoires occupés de « contestés ». Dans le même temps, au sein du Parlement français et, plus largement, au niveau de l'UE, son parti a soutenu les livraisons d'armes à l'Ukraine. Je ne qualifierais pas leur position de strictement « campiste ».

Plus généralement, d'un pays à l'autre, les opinions des partis de gauche divergent considérablement. Ce que l'on observe, c'est un éventail de positions plutôt qu'une ligne unifiée de la gauche européenne.

À *Contretemps*, la revue dont j'ai fini par quitter le comité de rédaction, il n'y avait pas non plus de ligne unique et intransigeante. Cependant, parmi les articles publiés, certains étaient, à mon sens, factuellement incorrects et politiquement et éthiquement problématiques. Cela inclut des articles qui présentaient la Russie comme une victime de l'impérialisme occidental ou qui analysaient la guerre exclusivement comme une conséquence de l'expansion de l'OTAN. À ce moment-là, j'ai réalisé que moi, je ne pouvais plus tolérer cette version de la démocratie interne. Il me semblait que certaines positions sur la guerre en Ukraine ne devaient tout simplement pas avoir droit de parole.

J'ai un grand respect pour le [Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) et pour le Nouveau Parti [anticapitaliste](#), qui, à mon sens, adoptent systématiquement des positions politiquement solides dans un cadre internationaliste. Pour eux, la solidarité avec l'Ukraine et la Palestine est véritablement une priorité. Et cette solidarité n'est pas seulement déclarative, elle est active. Ils diffusent ce programme au sein de la société française à travers du matériel pédagogique, des marches et des événements de solidarité. Ils se sont également rendus à plusieurs reprises en Ukraine et continuent d'entretenir des contacts étroits avec les militants et les organisations locales. C'est ce que l'on peut qualifier de solidarité concrète dans les limites des ressources disponibles. Dans le même temps, les positions des partis français sur la guerre en Ukraine doivent être comprises en relation avec leurs programmes politiques nationaux plus larges.

Ces prises de position sont liées à leur positionnement stratégique au sein du paysage politique français. Par exemple, La France Insoumise a historiquement adopté une position souverainiste, en particulier vis-à-vis de la politique américaine. Pour eux, il est important de souligner que les dépenses sociales ne doivent pas être sacrifiées et que des politiques d'austérité ne doivent pas être imposées au nom de la militarisation, de la sécurisation et de l'expansion de l'appareil répressif de l'État. Par rapport à ce programme, qui peut directement mobiliser les électeurs français, la question de l'aide militaire à l'Ukraine tend à jouer un rôle secondaire.

Quels sont vos liens avec la gauche en Ukraine, et quelles perspectives y voyez-vous ? Votre livre sera-t-il traduit en ukrainien ?

Je suis membre du comité de rédaction de *Spilne*. Cette forme d'engagement me correspond davantage que l'activisme politique direct, et je suis très heureux de faire partie de cette revue. À mes yeux, c'est la publication analytique la plus intéressante et la plus aboutie d'Ukraine, qui cherche à toucher un large public tout en maintenant des standards intellectuels élevés.

D'une part, notre mission est d'expliquer aux lecteurs ukrainiens ce qui se passe en Ukraine et dans le monde du point de vue des problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés les citoyens ordinaires et d'un point de vue politique progressiste. D'autre part, nous visons à faire connaître à la communauté internationale les développements en Ukraine.

Nous publions des articles en ukrainien, en russe et en anglais.

La revue offre une tribune à diverses organisations politiques et syndicales en Ukraine, notamment [Sotsialnyi Rukh](#) (Mouvement social), les Collectifs de solidarité, le syndicat étudiant [Priama Diia](#) et le syndicat des infirmières [Soyez comme nous sommes](#). J'espère vivement que mon livre sera bientôt publié en ukrainien. Je suis avant tout curieux de savoir comment les personnes dont j'ai parlé réagiront à ma description et à mon analyse de leurs propres activités.

[Un chapitre](#), consacré à la question linguistique, a déjà été publié sous forme abrégée sur le site web de *Spilne*. Pour être honnête, je m'attendais à beaucoup plus de critiques. Dans ce chapitre, j'affirme qu'aujourd'hui, le passage à l'ukrainien est devenu une condition de la mobilité sociale, en particulier dans la sphère culturelle, et que le rejet de principe du russe est surtout répandu parmi la classe moyenne. Au lieu de cela, j'ai reçu principalement des réactions positives. Lorsque les arguments sont présentés de manière bien raisonnée, ils ont tendance à être accueillis plus sereinement.

Références :

1. Federici, Silvia. *Wages Against Housework*. Bristol : Falling Wall Press, 1975.
2. Costa, Mariarosa D., et Selma James. *The Power of Women and the Subversion of the Community*. Bristol : Falling Wall Press, 1972.

La Russie bafoue les droits du travail en Ukraine occupée – l'OIT doit aller au-delà des déclarations

Par [Vasyl Andreyev, Luca Cirigliano](#)

Source : Geneva Solutions

(28 janvier 2026) Travail forcé des enfants, attaques ciblées contre les travailleurs et syndicats pris en otage – les abus commis par la Russie sont bien documentés et connus de l'agence des Nations unies pour l'emploi. L'OIT doit désormais décider si elle entend être à la hauteur de sa mission ou continuer à détourner le regard de l'Ukraine, écrivent Vasyl Andreyev et Luca Cirigliano (photo), membres syndicaux du Conseil d'administration de l'OIT.



Alors que la guerre en Ukraine entre dans son quatrième hiver glacial, les forces d'occupation russes continuent d'imposer leur régime de terreur dans les régions de l'est et du sud illégalement annexées. Là-bas, les travailleurs et les syndicats ukrainiens sont confrontés à la répression, à la confiscation et à la coercition.

Le Conseil d'administration de l'OIT, qui s'est réuni du 17 au 27 novembre dernier, prévoit une nouvelle fois de débattre de l'agression russe. Pourtant, malgré des preuves de plus en plus nombreuses de violations systématiques des droits du travail, la réponse institutionnelle est plus qu'insuffisante.

L'OIT ne peut rester silencieuse alors que ses principes fondateurs sont bafoués. Les violations commises par la Russie en Ukraine constituent une menace pour les droits des travailleurs partout dans le monde. Avec la même détermination dont ils ont fait preuve face aux dictatures du passé, les puissances démocratiques et le mouvement syndical mondial doivent utiliser les mécanismes de contrôle de l'agence des Nations unies pour le travail afin de demander des comptes au régime de Poutine.

Répression syndicale sous l'occupation

Les rapports du [Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme](#), de [l'OIT](#), de la Confédération syndicale internationale et [des syndicats ukrainiens](#) décrivent tous un schéma de travail forcé, de suppression de la liberté d'association et d'endoctrinement politique.

Les travailleurs sont contraints d'accepter le droit du travail russe, de se réenregistrer auprès des autorités d'occupation ou d'obtenir des passeports russes – sous peine d'être détenus ou licenciés. Il est interdit aux enseignants de dispenser des cours d'histoire et de langue ukrainiennes, et ils sont contraints d'utiliser des programmes scolaires pro-russes. Les biens et équipements syndicaux ont été confisqués et remis à des structures soutenues par le Kremlin.

Il ne s'agit pas d'excès accidentels liés à la guerre, mais de violations délibérées des conventions fondamentales de l'OIT : la n° 29 sur le travail forcé, la n° 87 sur la liberté syndicale et la n° 98 sur le droit d'organisation. Là où les syndicats sont réduits au silence, la vie démocratique s'éteint.

La répression russe s'étend bien au-delà du lieu de travail. Des recherches menées par l'université de Yale ont [identifié](#) des installations, dont une base militaire, où des enfants ukrainiens enlevés dans les zones occupées auraient été détenus et contraints d'assembler des drones utilisés pour bombarder leurs propres familles. Les secouristes ont été délibérément pris pour cible par des frappes de missiles dites « double-tap ». En 2023, à [Pokrovsk](#), deux missiles Iskander ont frappé des immeubles résidentiels à 40 minutes d'intervalle, tuant des civils, des secouristes et des soldats.

Certains travailleurs ont été personnellement pris pour cible en raison de leur rôle. La journaliste Viktoriia Roshchyna a disparu en 2023, et son corps sans vie a été restitué par Moscou un peu plus d'un an plus tard, portant des traces évidentes de torture, tandis qu'Ihor Murashov, le directeur de la centrale nucléaire de Zaporijia, et ses employés ont été interrogés et battus pendant des mois alors qu'ils étaient retenus en otages dans l'installation. Ces cas montrent que les abus ne sont pas seulement structurels, mais aussi profondément personnels.

Ces crimes et leur ampleur révèlent une intention de détruire la société ukrainienne – le tout avec la complicité d'un système onusien complaisant. La Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) – un mandataire du Kremlin qui siège au Conseil d'administration de l'OIT – a elle-même participé activement à la saisie des locaux syndicaux ukrainiens et s'est installée en tant que leur « remplaçante ». Sa présence continue au sein du conseil d'administration est un affront à la crédibilité de l'institution.

La responsabilité incombe non seulement au Kremlin et à ses facilitateurs bureaucratiques, mais aussi aux États qui se sont abstenus ou ont voté contre les résolutions visant à protéger l'Ukraine – notamment l'Iran, le Venezuela, la Biélorussie et les États-Unis sous Donald Trump, ainsi que les membres des BRICS qui se targuent d'être des démocraties, comme ils l'ont fait tout récemment lors de la Conférence internationale du travail de 2025. Leur inaction permet à Poutine de s'attaquer aux droits des travailleurs et les rend complices.

Moyens de pression

L'OIT a été créée précisément pour lutter contre ce type d'abus. Sa constitution prévoit des mesures concrètes pour garantir la responsabilité lorsqu'un membre viole ses principes.

Les États membres et les syndicats peuvent tous deux déposer des plaintes auprès de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations et de la Commission de la liberté syndicale. Ils peuvent

également demander la mise en place d'une commission d'enquête, la procédure d'investigation la plus élevée de l'OIT, réservée aux violations les plus graves et persistantes. Si un pays refuse de se conformer à ses conclusions, l'OIT [peut](#) appeler les autres États membres à prendre des mesures.

Ces mécanismes ne sont pas théoriques : ils ont déjà créé des précédents historiques. L'Afrique du Sud a été exclue en 1963 de certains comités professionnels en raison de son apartheid et a fait l'objet d'une condamnation unanime lors de la Conférence internationale du Travail l'année suivante. Une plainte pour travail forcé déposée en 1998 contre le Myanmar a contribué à déclencher des sanctions internationales, tandis qu'une autre affaire contre la Biélorussie en 2004 a réaffirmé que la répression des syndicats peut conduire à une censure institutionnelle.

La situation en Ukraine occupée atteint clairement – et dépasse – ce seuil.

Le temps des rapports est révolu

Depuis 2022, le Conseil d'administration de l'OIT a entendu des rapports réguliers sur les conséquences de la guerre menée par la Russie sur les travailleurs ukrainiens. Bien que précieuses, ces mises à jour sont insuffisantes. L'OIT s'est cantonnée à peu plus que des déclarations et des observations, invoquant la complexité politique et sa compétence limitée sur les territoires occupés. Pourtant, la constitution de l'organisation ne prévoit aucune exception pour cause d'inconvénient politique.

Son système de contrôle peut – et doit – traiter les violations commises par les États membres dans les zones occupées illégalement.

À tout le moins, l'OIT devrait mettre en place un mécanisme de surveillance permanent de la situation des travailleurs en Ukraine occupée par la Russie – tout comme elle l'a fait en [1980](#) pour les travailleurs arabes en Palestine et dans d'autres territoires arabes occupés.

Les États attachés à l'État de droit, à la démocratie, à la paix et aux droits humains pour tous ont le devoir tant moral que juridique d'agir. Le mouvement syndical mondial, y compris la Fédération syndicale internationale et la Confédération européenne des syndicats, doit également répondre aux appels des syndicats ukrainiens.

La destruction des syndicats indépendants en Ukraine occupée n'est pas seulement une question syndicale. C'est une menace pour la liberté d'association partout dans le monde et une stratégie visant à anéantir la société démocratique elle-même. Chaque acte de travail forcé, chaque local syndical confisqué, chaque enseignant emprisonné sape la vision fondatrice de l'OIT : que la paix doit se construire sur la justice sociale.

Le temps des rapports édulcorés est révolu. L'heure est désormais à l'action.

Pour en savoir plus : [Les États-Unis s'abstiennent lors du vote de l'OIT sur la guerre en Ukraine, rompant ainsi avec leurs alliés](#)

Vasyl Andreyev est avocat, président du Syndicat des travailleurs du bâtiment d'Ukraine et vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine. Luca Cirigliano est avocat, ancien juge, ancien secrétaire central et ancien responsable des affaires internationales à l'Union syndicale suisse. Tous deux sont membres du Conseil d'administration de l'OIT. Les opinions exprimées ici n'engagent qu'eux-mêmes.

Boycott à Poltava contre les prix des transports

Source : *Suspilne*

(3 janvier 2026) À Poltava, le nombre de passagers dans les minibus a diminué suite à l'augmentation des tarifs. Les habitants boycottent les transports privés, attendent les trolleybus municipaux ou empruntent des lignes où le tarif reste moins élevé.

« Je ne vais pas payer 15 hryvnias. Je vais attendre le trolleybus. C'est cher et le service est épouvantable. Vous savez, la plupart des chauffeurs sont très agressifs, ils parlent parfois au téléphone, utilisent un langage grossier et ne font pas attention aux passagers. C'est très rare, très rare, de trouver des chauffeurs polis », a déclaré Tamara Sharpilo, une passagère.

Certains chauffeurs ont confié hors caméra que le nombre de passagers sur leurs lignes Rozsoshentsy - GRL avait effectivement diminué.



« Nous avons l'habitude de voyager pour dix hryvnias et cela nous convient parfaitement. 15 hryvnias, c'est une augmentation immédiate de 50 %. C'est cher. C'est cher pour les retraités », a déclaré le passager Oleksandr Hepalo.

Selon Mykhailo Kostov, qui dirige la société de transport, il n'est pas prévu de revenir aux anciens tarifs pour le moment. Le boycott de certains passagers et le dumping pratiqué par d'autres compagnies n'auront pas d'incidence sur le marché.

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens

Actualités

'C'est ainsi que nous avons fondé la campagne de solidarité avec l'Ukraine': Entretien avec Chris Ford par Artem Tidva

Source : Commons

(12 mars 2026) Chris Ford est un historien britannique originaire d'Écosse, ainsi qu'un militant de gauche et un syndicaliste. Il est l'un des fondateurs de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC), qui, depuis 11 ans, œuvre avec succès à la mobilisation des mouvements de gauche et syndicaux au Royaume-Uni en faveur de l'Ukraine. Ses recherches portent sur l'étude de l'opposition ouvrière antistalinienne, de la coopération et du rôle historique des mouvements progressistes et anticolonialistes dans la lutte pour l'autodétermination nationale. Chris a fait passer clandestinement des publications de la diaspora en Ukraine soviétique et soutient les syndicats indépendants en Ukraine depuis leur création.

Artem Tidva, organisateur syndical de l'ONG ukrainienne Social Movement, s'est entretenu avec Chris Ford pour parler de son militantisme, de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine et des raisons pour lesquelles ils soutiennent la résistance ukrainienne.

[Lire la suite](#)

Solidarité depuis la Suède : les élèves de Trelleborg soudent de la chaleur pour l'Ukraine

Source : [Ukraina-Solidaritet](#)

(13 février 2026) Grâce à une collaboration entre Yrkesvux [enseignement technique dispensé par la municipalité] et la filière d'enseignement technique industriel [du Söderslättsgymnasiet](#) [lycée de Söderslätts], les élèves fabriquent des poêles qui sont envoyés en Ukraine.

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la première initiative menée durant l'hiver 2023, au cours de laquelle environ 120 poêles avaient été fabriqués. Cette année, le nombre de poêles produits a été légèrement inférieur, mais la qualité est restée la même et l'accent a été mis sur l'ensemble du processus : de la conception et de la découpe au laser à la soudure avancée et à la production en série. Pour les élèves, cela se traduit par un processus de formation réaliste où les connaissances techniques sont associées à un engagement communautaire.



Dennis Hansson, étudiant en soudage

Ces poêles sont robustes mais faciles à transporter, diffusent une chaleur agréable et sont équipés d'une plaque de cuisson sur le dessus. Ils sont utilisés aussi bien par les civils vivant dans des logements mal isolés que par les soldats au front. Les poêles sont acheminés vers l'Ukraine par l'intermédiaire d'organisations et de réseaux d'aide humanitaire bien établis, souvent via des points de collecte où ils sont regroupés avec d'autres fournitures d'aide, avant d'atteindre finalement les régions les plus vulnérables, notamment Mykolaïv, ville jumelée avec Trelleborg.

Ce projet est également rendu possible grâce au soutien massif de l'industrie. Plusieurs entreprises locales et nationales apportent leur contribution en fournissant des matériaux, en assurant la transformation et la logistique, notamment en faisant don de tôles d'acier et en aidant à la découpe au laser et au transport.

Un grand merci aux élèves, aux enseignants et aux entreprises qui, ensemble, montrent comment l'éducation, la collaboration et l'humanité peuvent faire une réelle différence.

Un partenariat stratégique pour l'avenir : FPU et Union to Union

Source : Facebook de la FPU – traduction automatique révisée

(10 février 2026) Le 10 février, un événement marquant a eu lieu, qui déterminera la voie de développement du mouvement syndical ukrainien dans les années à venir. La coopération dans le cadre d'un projet international de grande envergure intitulé « Renforcer le potentiel de la FPU et de ses organisations membres pour garantir un travail décent en Ukraine » a été officiellement confirmée.

En effet, dans le cadre de l'accord entre la Fédération des syndicats d'Ukraine et l'organisation suédoise Union to Union, la FPU a signé des accords de coopération avec tous les syndicats ukrainiens membres de la FPU, qui serviront de plateformes directes pour la mise en œuvre des changements en 2026.

Le président de la FPU, Serhii Byzov, a souligné l'importance d'une telle consolidation interne : « Le renforcement du potentiel de la FPU et l'amélioration des connaissances juridiques de nos associations constituent le fondement du travail décent en Ukraine. La signature de contrats avec les secteurs d'activité montre que nous agissons comme un mécanisme unique. Nous voulons que chaque salarié se sente non seulement protégé, mais aussi clairement conscient de ses droits et des avantages de l'adhésion syndicale. »

Les participants au projet issus de la FPU étaient les syndicats panukrainiens des employés des secteurs de l'aviation et de la machinerie, de l'énergie nucléaire et de l'industrie, des communications, de la culture, de la sylviculture, de l'éducation et des sciences, de la santé, du commerce et du « Football ukrainien », ainsi que le Conseil régional des syndicats de Kyiv.

Du côté de la FPU, ses vice-présidents – Eugene Drapiaty, Vasily Andreyev et Nadia Korinna – ont pris part à la cérémonie et signé les documents officialisant l'accord.

Le projet, soutenu par les principales centrales syndicales suédoises – la **Confédération syndicale suédoise (LO)**, l'**Organisation centrale des cols blancs (TCO)** et la Confédération suédoise des organisations professionnelles (SACO) – a des priorités clairement définies. Il s'agit de renforcer les principales fonctions de la FPU et de consolider l'indépendance des syndicats. L'objectif principal est d'accroître la couverture syndicale parmi les travailleurs ukrainiens. Il s'agit de développer le potentiel des organisations membres pour représenter les intérêts des salariés. Une attention particulière sera accordée à la sensibilisation des membres des syndicats à leurs droits du travail.

Il s'agit de mettre en place une coopération étroite et à long terme entre les syndicats ukrainiens et suédois afin d'échanger des expériences et de mettre en œuvre les normes européennes.

La solidarité est la voie vers la victoire et une vie décente !



USC Scotland : « Heureux de participer à la conférence écossaise de votre parti »

Source : *Ukraine Solidarity Campaign Scotland*

Déclaration de huit confédérations syndicales françaises : « Solidarité avec la résistance des travailleurs ukrainiens ! »

· *Solidarité avec les syndicats ukrainiens FPU et KVPU !*

Source : *Intersyndicale*

(21 janvier 2026) La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU réaffirment leur solidarité totale et sans réserve avec les travailleurs d'Ukraine, ainsi qu'avec nos organisations sœurs de la FPU et de la KVPU



[Fédération des syndicats d'Ukraine et Confédération des syndicats libres d'Ukraine, les deux principales fédérations syndicales du pays], qui poursuivent sans relâche la défense des droits sociaux, de la démocratie et des libertés syndicales dans des conditions d'extrême violence et d'adversité.

Alors que l'Ukraine fait face à son hiver le plus rigoureux depuis 2022, la Russie déploie une stratégie de souffrance, d'intimidation et de soumission à l'encontre de la population civile. Les infrastructures d'électricité, de chauffage et d'approvisionnement en eau sont méthodiquement détruites, privant des millions de personnes de l'accès à ces services essentiels. Le système de santé ukrainien est également délibérément pris pour cible : l'Organisation mondiale de la santé a recensé onze attaques meurtrières depuis le début de l'année, certaines visant directement les équipes d'urgence intervenant sur des sites bombardés.

L'utilisation de missiles balistiques de nouvelle génération, notamment les missiles hypersoniques Orechnik, marque une nouvelle étape dans cette stratégie de terreur. En déployant des armes capables de frapper à très longue portée et à très grande vitesse, la Russie fait peser une menace directe sur la sécurité de l'ensemble du continent européen, augmentant le risque d'escalade militaire et sapant davantage la stabilité régionale.

La combinaison de drones explosifs et de missiles balistiques provoque des destructions massives : des habitations dévastées, des services publics paralysés et les conditions de vie des familles et des travailleurs profondément bouleversées. Elle entrave également l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'action

syndicale, qui sont essentiels pour maintenir un niveau minimum de cohésion sociale dans un pays ravagé par la guerre.

Nous réaffirmons avec force que le fait de prendre pour cible des infrastructures civiles constitue un acte de cruauté et une violation flagrante du droit international.

Nous saluons le courage et la détermination des syndicalistes ukrainiens, qui poursuivent leur travail malgré un danger constant, des conditions précaires et des pertes humaines. Nous leur apportons notre soutien fraternel, constant et indéfectible.

Nous, les organisations syndicales soussignées, nous engageons à :

- renforcer notre soutien à la FPU et à la KVPU ;
- d'informer et de mobiliser la population sur les conséquences sociales des frappes russes ;
- condamner sans équivoque l'agression russe et les attaques contre la population civile ;
- défendre la paix, la liberté et les droits syndicaux partout et en tout temps.

Solidarité avec les travailleurs d'Ukraine !

Solidarité avec la FPU et la KVPU !

Pour la paix et la justice sociale !

Une voiture pour le front

Source : FPU

(17 février 2026) La section régionale de Mykolaïv du Syndicat panukrainien des défenseurs de l'Ukraine continue d'apporter un soutien systématique aux forces de défense. Grâce aux efforts concertés des membres du syndicat et des bénévoles Denis Fedko, Natalia Vysotska et Svitlana Mykolaïvova, les fonds nécessaires ont été collectés et un véhicule tout-terrain Volkswagen T5 (photo) a été acheté pour répondre aux besoins du personnel militaire de la 44e brigade mécanisée indépendante, déployée en mission de combat dans le secteur de Kupyansk.

« Notre syndicat apporte constamment son aide pour résoudre les problèmes logistiques et de transport. Les militaires et les bénévoles font appel à nous, et avec nos partenaires, nous faisons tout notre possible pour que l'aide parvienne rapidement là où elle est le plus nécessaire. Nous travaillons de manière systématique. Nous travaillons ensemble. Nous sommes toujours là pour aider ! », a souligné Oleksandr Rusnak, président du syndicat.



Communiqué de Denys Matsola et Vladislav Zhuravlev !

Source : [Campagne internationale des syndicats pour la solidarité et la lutte](#)

Résolution adoptée lors de la sixième réunion (Chianciano Terme, Italie, 13-16 novembre 2025)

Aux autorités du Commandement général de coordination pour le traitement des prisonniers de guerre d'Ukraine :

Lieutenant-général Kirill Budanov, chef de la Direction principale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine et secrétaire du Commandement général, général de brigade Dmitry Usov

Nous, soussignés, nous adressons aux autorités ukrainiennes pour demander que les personnes suivantes soient inscrites sur les listes d'échange de prisonniers de guerre :

Denys Matsola et Vladislav Zhuravlev, détenus en captivité russe dans des conditions inhumaines depuis plus de trois ans. Zhuravlev est maintenu en isolement total, sans aucune communication avec le monde extérieur, et Matsola est détenu à l'isolement depuis plus de deux ans, où il est délibérément affamé jusqu'à la mort.

Des informations confirmées font état de tortures, à la suite desquelles leur état de santé s'est gravement détérioré. Leurs vies sont directement menacées. Denis et Vladislav sont les figures de proue de la résistance, unissant la lutte pour la liberté du pays et pour un avenir social plus juste. Leur libération est notre responsabilité commune.



#FREEMATSOLAFREEZHURAVLEV

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Collectes de fonds

Fonds de solidarité de la Confédération syndicale internationale

La CSI a créé un Fonds de solidarité pour l'Ukraine et invite tous ses affiliés à verser des contributions ciblées et affectées au Fonds de solidarité de la CSI pour l'Ukraine, en solidarité avec les travailleurs ukrainiens et leurs syndicats pendant cet hiver critique. Détails ci-dessous :

Référence : Fonds de solidarité

Compte de la CSI : 068-9007804-23

(BIC/Swift : GKCCBEBB – IBAN : BE92 0689 0078 0423)

Banque Belfius S.A.

Place Rogier 11

1000 Bruxelles Belgique

Collecte de fonds de l'Atelier féministe pour des détecteurs de drones

L'Atelier féministe lance une campagne de collecte de fonds pour l'unité militaire d'Ivanka dans le but d'acheter trois détecteurs de drones (voir l'interview, page 24).

« Elles organisent une fête le 13 février sur le thème des années 2000. C'était l'époque où on écoutait Britney Spears et où on portait des minijupes. Le 13 février, c'est la Journée internationale de l'amitié, et lors de cette fête, elles vont collecter des fonds pour m'acheter trois détecteurs de drones », m'a expliqué Ivanka.

À l'occasion de la Journée de l'amitié, le 13 février, nous collectons des fonds pour trois détecteurs de drones destinés à l'unité de notre amie. Ivanka (« Gajka ») fait partie d'une brigade de garde-côtes au sein du Corps des Marines des Forces armées. Nous nous sommes rencontrées en 2022, à la suite d'une invasion à grande échelle menée par la Russie. Ivanka s'est retrouvée à Lviv et s'est presque immédiatement impliquée dans les activités de l'Atelier féministe en tant que bénévole au sein du Programme de soutien aux femmes âgées et en tant que nounou préférée des enfants qui vivaient avec leurs mères dans nos refuges [trois refuges pour femmes seules gérés par l'Atelier féministe, mais désormais fermés] », a annoncé l'Atelier féministe. Le coût d'un détecteur est d'environ 20 000 hryvnias [396 €]. chacun doit faire ce qu'il peut ! Le moyen le plus simple et le plus rapide de faire un don est via PayPal. Le compte pour recevoir les dons est iduntknoww90@gmail.com



Collecte de fonds des Collectifs de solidarité pour 21 appareils « Chuyka »

« Chuyka » (photo) est un dispositif portable capable de détecter les signaux vidéo émis par les drones (FPV et de reconnaissance) et d'aider à identifier ce qui se trouve actuellement dans les airs et d'où cela provient. L'activité des drones ennemis est détectée avant même qu'un drone ne devienne visible ou audible. Les combattants disposent ainsi d'un temps crucial pour réagir : changer de position, se mettre à l'abri ou se camoufler. Moins de surprises venues du ciel, plus de chances de survivre.

[Pour plus d'informations sur la collecte de fonds, rendez-vous sur](#)

[Soutien aux combattants : autres collectes de fonds de Solidarity Collectives ici](#)

Luttes ouvrières en Biélorussie

Le syndicaliste Yarashuk participera à la première réunion de l'OIT depuis sa libération



Aliaksandr Yarashuk (photo), dirigeant du Congrès des syndicats démocratiques biélorusses, vice-président de la Confédération syndicale internationale, membre du Conseil d'administration de l'OIT et lui-même prisonnier politique jusqu'à récemment, pourra, pour la première fois depuis sa libération, se rendre à Genève et participer en personne à la session du Conseil d'administration. Il convient de rappeler que le régime l'avait de fait expulsé du pays en confisquant son passeport.

Le 30 mars, le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail se réunira à Genève pour examiner la question du respect par les autorités biélorusses de l'article 33 de la Constitution de l'OIT. L'une des exigences de l'article 33 est la libération rapide des prisonniers politiques – dirigeants et militants syndicaux.

S'adressant à Gazetaby.com, Aliaksandr Yarashuk s'est dit très satisfait de la libération de 250 prisonniers politiques le 17 mars.

« Mais mes collègues et moi-même avons été profondément attristés de constater que, cette fois-ci, aucun des 20 membres des syndicats indépendants actuellement emprisonnés ne figurait parmi les personnes libérées. Pas même Vatslau Areshka [photo], qui a pratiquement perdu la vue pendant sa détention.

« On ne peut qu'imaginer les souffrances et les tourments que notre collègue continue d'endurer. Nous ne pouvons qualifier son maintien en détention que de sadisme. Il en va de même pour le maintien en détention de Volha Brytsikava et d'Aliaksandr Kapshul, qui souffrent tous deux de graves problèmes de santé. Il en va de même pour tous nos camarades, qui ont été emprisonnés sans aucune raison et dont la place n'est pas derrière les barreaux, mais en liberté.

« Pourquoi aucun de nos collègues n'a-t-il été libéré cette fois-ci ? Les autorités ont choisi d'ignorer complètement l'article 33 de la Constitution de l'OIT et la nécessité de s'y conformer. De plus, elles le font d'une manière exceptionnellement ostentatoire et agressive. Fidèle à son habitude, le régime lance une nouvelle fois un défi à la communauté internationale et à l'OIT.

« C'est une position à courte vue et peu intelligente, si typique de ceux qui détiennent le pouvoir en Biélorussie. Car la principale préoccupation aujourd'hui pour de nombreux Biélorusses, ainsi que pour la communauté internationale, est la libération des prisonniers politiques.

« Sur cette question, le régime aurait pu marquer des points. Très franchement, la majeure partie des critiques



concernant le respect de l'article 33 de la Constitution de l'OIT – critiques qui seront presque certainement formulées lors de la session du Conseil d'administration – aurait pu être levée si les autorités avaient fait preuve de responsabilité et d'humanité en libérant les prisonniers politiques parmi les membres des syndicats indépendants.

« Mais, malheureusement, un autre choix a été fait. Nous verrons maintenant quelles en seront les conséquences et quelles décisions seront prises à Genève. »

Pour en savoir plus

- ***Commons* : Des terres privées du droit de récolter : la guerre et la crise de l'agriculture à petite échelle en Ukraine**
- ***Jacobin* : À la recherche de **la ligne** d'opposition perdue de la Russie**
- ***Kyiv Post* : « Elle adorait se battre sur la ligne de front » – Les histoires de quatre femmes tuées en défendant l'Ukraine**
- **Enquêtes sur une entreprise française qui aide l'armée russe (vidéo en français, anglais, allemand et polonais)**
- **Reporters sans frontières : De la résilience à la reprise – Assurer l'avenir des médias ukrainiens**

Notes sur ce numéro

Ukraine. L'exploitation abusive des héros des infrastructures prendra-t-elle fin en 2026 ?

ⁱ La loi n° 2980-IX « relative aux modifications de certaines lois ukrainiennes sur la protection des travailleurs des infrastructures critiques » a été adoptée par la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) le 22 mars 2022, peu après le début de l'invasion russe à grande échelle. Elle promettait des indemnités accrues aux cheminots, aux travailleurs du secteur de l'énergie et aux employés municipaux blessés par l'agression russe.

ⁱⁱ Le Fonds de pension d'Ukraine (PFU) est l'agence publique chargée de la gestion des retraites et, en vertu de la loi n° 2980, du traitement des demandes d'indemnisation des travailleurs des infrastructures critiques.

ⁱⁱⁱ Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) est une organisation socialiste démocratique ukrainienne fondée en 2015 qui combine le soutien à la résistance ukrainienne avec la critique des politiques néolibérales en temps de guerre et la défense des droits des travailleurs. Voir Sotsialnyi Rukh, « Ukraine : Présentation de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) », Europe Solidaire Sans Frontières. Disponible à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61539>

^{iv} Le Registre des infrastructures critiques (Registre CIO) est une base de données classifiée de l'État, gérée par les agences de sécurité, qui répertorie les installations jugées essentielles à la défense nationale, à la sécurité publique et aux services essentiels. L'inscription dans ce registre est une condition préalable à l'indemnisation en vertu de la loi n° 2980.

^v Le commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien (médiateur), actuellement Dmytro Lubinets, est un fonctionnaire indépendant chargé de veiller à la protection des droits des citoyens et habilité à intervenir en cas d'abus administratif.

^{vi} Concernant les activités de Sotsialnyi Rukh en faveur de la défense des droits des travailleurs pendant la guerre, voir Vitaliy Dudin et Maria Sokolova, « Ukraine : syndicats, déréglementation et dialogue social : entretien avec Vitaliy Dudin », Europe Solidaire Sans Frontières, novembre 2024. Disponible à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article72639>

^{vii} Conversion monétaire au taux approximatif de 42 UAH pour 1 EUR.

^{viii} La Grande Guerre (Velyka viina) est le terme couramment utilisé en Ukraine pour désigner l'invasion russe à grande échelle qui a débuté le 24 février 2022.

^{ix} La résolution n° 1109 du Conseil des ministres ukrainien établit la liste des secteurs considérés comme des infrastructures critiques, notamment l'énergie, les transports, la santé et d'autres services essentiels.

^x Concernant l'action juridique de Sotsialnyi Rukh en faveur des travailleurs des infrastructures critiques, voir « Ukraine : Sotsialnyi Rukh réclame justice pour les travailleurs des infrastructures critiques », Europe Solidaire Sans Frontières, décembre 2025. Disponible à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article77320>.

^{xi} Ukrzaliznytsia (Chemins de fer ukrainiens) est la société par actions publique qui exploite l'ensemble du réseau ferroviaire ukrainien et emploie plus de 200 000 travailleurs.

^{xii} Concernant les défis plus généraux auxquels sont confrontés les travailleurs ukrainiens en temps de guerre, voir Sotsialnyi Rukh, « Mouvement social (Ukraine) : Travailleurs, vous êtes essentiels pour l'avenir de l'Ukraine ! », Europe Solidaire Sans Frontières, novembre 2025. Disponible à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article77005>

^{xiii} La loi n° 1105 est la loi type sur l'assurance sociale obligatoire de l'État contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui prévoit des taux d'indemnisation inférieurs à ceux de la loi n° 2980.

Ivanka, notre combattante

^{xiv} L'algorithme MARCH est un système développé dans le cadre du concept TCCC (Tactical Combat Casualty Care) qui permet une évaluation rapide de l'état d'un blessé et la détermination des priorités de traitement. Son principe fondamental est de se concentrer en premier lieu sur les problèmes qui conduisent le plus souvent à des décès évitables sur le champ de bataille ou dans des situations d'urgence.